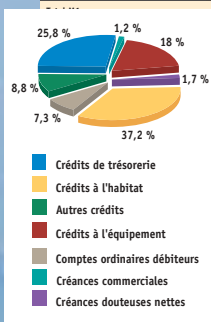


Bulletin trimestriel

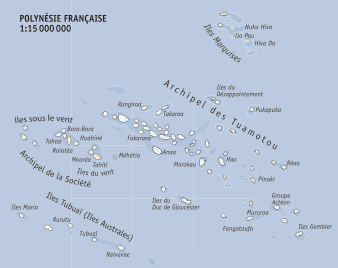
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392	106,6 %	
	108 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 114	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 14, - Statistiques au 30/0-/201%

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	8
Méthodologie	8
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	10
1.1 La masse monétaire	10
1.2 La circulation fiduciaire	11
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	11
2. Les avoirs financiers des agents économiques	12
2.1 Les avoirs des ménages	13
2.2 Les avoirs des sociétés	14
2.3 Les avoirs par nature	15
3. L'endettement des agents économiques	16
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	16
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	20
4. Le financement des crédits bancaires	22
4.1 L'équilibre emplois- ressources	22
4.2 Le réescompte	22
5. Les engagements sectoriels	23
6. Les indicateurs de vulnérabilité	25
7. Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	25
8.1 Les taux règlementés	25
8.2 Les principaux taux de marché	25
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

Evolution monétaire et financière internationale

La croissance de l'économie mondiale reste modeste au 3^e trimestre 2011, notamment dans les pays avancés. Le contexte économique est incertain, avec l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro et la forte volatilité des marchés financiers et boursiers.

Au troisième trimestre, la croissance américaine atteint 0,6 %, tirée par les investissements qui connaissent leur plus forte progression depuis le 2^e trimestre 2010, alors que la croissance de la consommation et des stocks est modérée et que les dépenses publiques sont désormais en légère baisse.

En Asie, la croissance japonaise s'établit à 1,5 %, après trois trimestres de contraction. Cette croissance est partiellement liée à un rebond après le séisme. En effet, outre les pertes humaines, le séisme avait détruit ou endommagé certaines infrastructures et usines et rompu les chaînes d'approvisionnement des entreprises. La Chine affiche une croissance de 2,3 % au 3^e trimestre, comparable à celle du trimestre précédent, mais en repli par rapport aux niveaux de 2010.

La croissance de la zone euro reste faible, à 0,2 % au 3^e trimestre. L'Allemagne et la France contribuent fortement à la croissance de la zone, puisque l'économie allemande voit son activité progresser de 0,5 % et celle de la France de 0,4 %. Les perspectives de croissance pour les prochains mois sont cependant incertaines, en raison des plans d'austérité que certains pays sont contraints d'adopter en réaction à la croissance de leurs coûts de refinancement sur les marchés obligataires.

En matière de politique monétaire, la BCE a abaissé de 25 points de base son principal taux directeur à 1,25 %, le 3 novembre, et à 1 % le 8 décembre. La FED maintient pour sa part son principal taux d'intérêt à un niveau proche de zéro.

S'agissant de la dette souveraine des pays de la zone euro, l'importance des ventes sur le marché secondaire a contribué au renchérissement du coût des emprunts des Etats en difficulté. Le Premier ministre grec a été contraint à la démission, le 9 novembre, de même que le Président du Conseil italien, le 12. Fin novembre, l'agence d'évaluation financière américaine Moody's a averti que l'aggravation de la crise de la dette dans la zone euro constituait une menace pour les notes de solvabilité de l'ensemble des pays européens.

En réponse à ces turbulences, les ministres des Finances de la zone euro ont décidé le 30 novembre

de renforcer les capacités du Fonds européen de stabilité financière, à un niveau qui reste toutefois à déterminer. Ils ont également décidé d'examiner la possibilité d'une augmentation des ressources du FMI au travers, d'une part, de prêts bilatéraux accordés par des Etats de la zone euro, et d'autre part par des prêts de la BCE. Le 9 décembre lors du sommet européen de Bruxelles, 23 des 27 Etats de l'Union Européenne ont accepté le principe d'un accord sur la stabilité financière, les Etats s'engageant à respecter la discipline budgétaire qui sera inscrite dans les constitutions nationales.

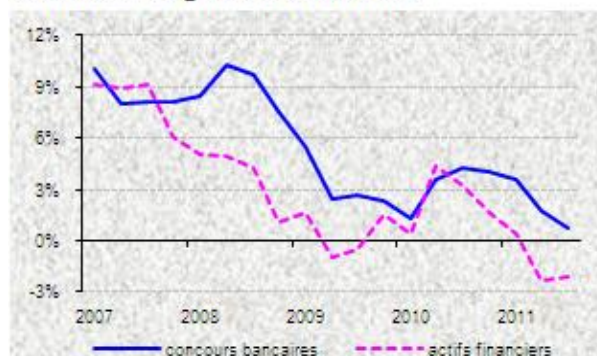
Sur les marchés, les cours des matières premières et du pétrole ont interrompu leur envolée, affectés par les craintes d'un ralentissement de l'économie mondiale et les tensions financières en Europe, et connaissent des chutes respectives de 3,2 % et 2,8 % au cours du 3^e trimestre. Parallèlement, la crise des dettes souveraines alimente l'inquiétude des marchés et accentue la baisse des indices boursiers.

Fléchissement de l'activité des banques polynésiennes

La persistance d'une conjoncture économique dégradée a pesé sur l'activité des banques polynésiennes, demeurée atone au troisième trimestre 2011. Alors que le rythme de croissance de l'encours brut des crédits ne cesse de ralentir depuis un an, les actifs financiers des agents économiques continuent de se contracter. Les créances douteuses brutes ont repris une orientation haussière au cours du troisième trimestre, signe d'un accroissement de leur vulnérabilité.

Pour le troisième trimestre consécutif, la masse monétaire M3 affiche un recul tant sur le trimestre qu'en glissement annuel, principalement sous l'effet de la contraction des dépôts à vue et des comptes sur livrets.

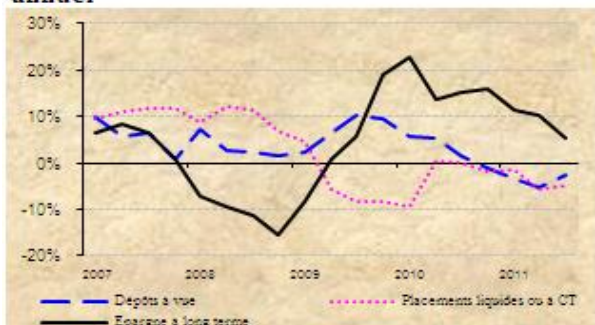
Evolution en glissement annuel



Nouveau recul des actifs financiers

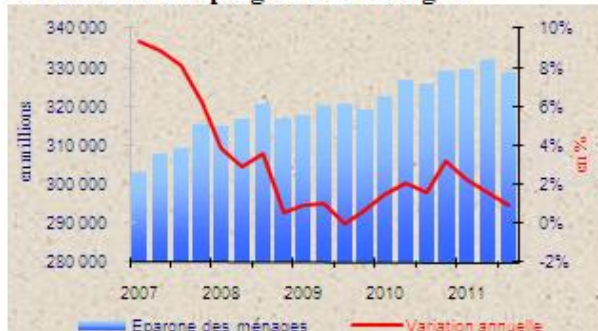
Au troisième trimestre 2011, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens poursuit son repli. S'élevant à 474,5 milliards de F CFP, l'encours global s'inscrit en retrait de 0,8 % sur le trimestre et de 2,1 % sur un an. En glissement annuel, les dépôts à vue (- 2,5 %) et les placements liquides ou à court terme (- 5 %) connaissent une baisse significative. Seuls les produits d'épargne à long terme enregistrent une augmentation de leur encours sur l'année (+ 5,5 %), stimulés par l'accroissement de l'assurance-vie.

Evolution des actifs financiers en glissement annuel



Au troisième trimestre 2011, les avoirs financiers des ménages s'érodent (- 1 % par rapport à juin 2011), témoignant de tensions de trésorerie qui se sont amplifiées avec la dégradation du marché de l'emploi¹. En glissement annuel, leur encours conserve toutefois une orientation favorable (+ 0,9 %), à un rythme en constant ralentissement depuis plusieurs trimestres (+ 2,2 % en mars 2011 et + 1,6 % en juin 2011).

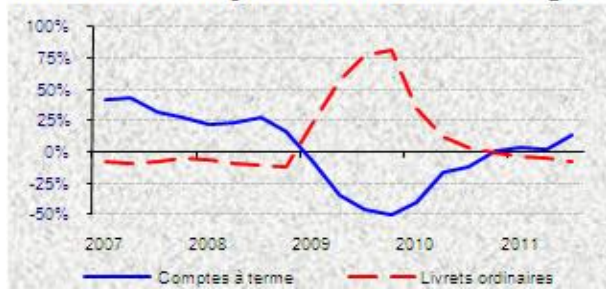
Evolution de l'épargne des ménages



La contraction de l'épargne financière des ménages au troisième trimestre résulte du repli de leurs dépôts à vue (- 2,6 % par rapport à juin 2011) et de leurs placements liquides ou à court terme (- 0,5 %). Avec la hausse des taux, les comptes à terme ont observé une croissance sensible en trois mois (+ 6 %), au détriment des comptes sur livrets (- 3,9 %).

¹ En septembre 2011, l'indice de l'emploi salarié marchand a reculé de 3,8 % en rythme annuel.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages

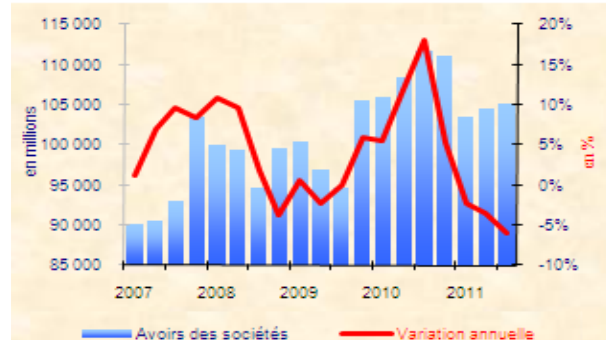


Pour sa part, l'épargne à long terme des ménages se replie sur le trimestre (- 0,7 %) mais poursuit sa progression en rythme annuel (+ 7,6 %). Les ménages privilégient les contrats d'assurance-vie (+ 0,7 % par rapport à juin 2011) et, dans une moindre mesure, les plans d'épargne logement (+ 0,2 %).

S'agissant des sociétés, leurs avoirs financiers affichent une progression de 0,5 % sur le trimestre en lien avec l'augmentation de leurs dépôts à terme (+ 1,7 %). En revanche, ils baissent de 6 % en rythme annuel, en raison de la contraction de l'ensemble de ses composantes.

Quant aux autres agents, leurs actifs financiers s'orientent à la baisse pour le troisième trimestre consécutif (- 2,5 % sur le trimestre et - 13,9 % en un an), avec la diminution sensible de leurs comptes à terme (- 11,6 % en trois mois) et de leur épargne à long terme (- 3,7 %).

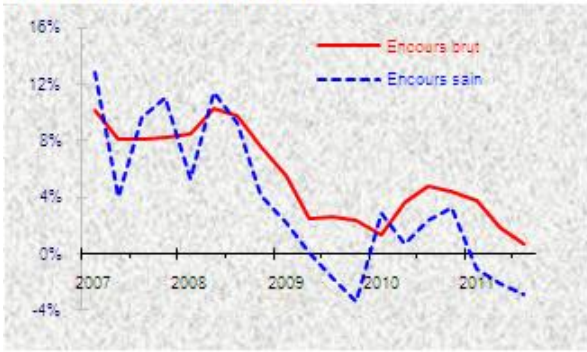
Evolution des actifs financiers des sociétés



Recul de l'encours sain sur le trimestre, impacté par le repli de l'endettement des entreprises et des collectivités locales

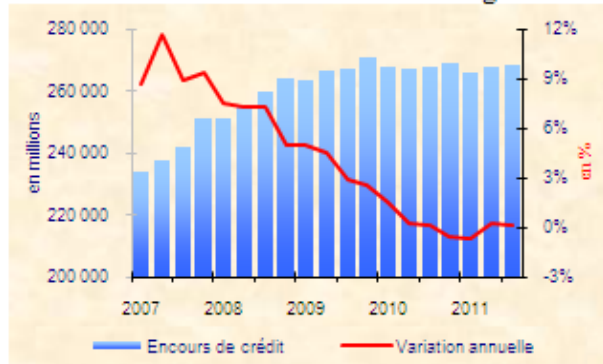
Au 30 septembre 2011, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'élève à 613,2 milliards de F CFP, en baisse de 0,1% sur le trimestre et en hausse de 0,7 % en glissement annuel. Pour sa part, l'encours sain des agents économiques s'inscrit en retrait sur le trimestre et sur l'année (- 0,9 %).

Taux de croissance annuel des concours bancaires de tous les établissements



L'encours des crédits aux ménages s'élève à 268,1 milliards de F CFP au 30 septembre 2011, enregistrant une hausse modérée sur le trimestre (+ 0,2 %) comme sur l'année (+ 0,1 %).

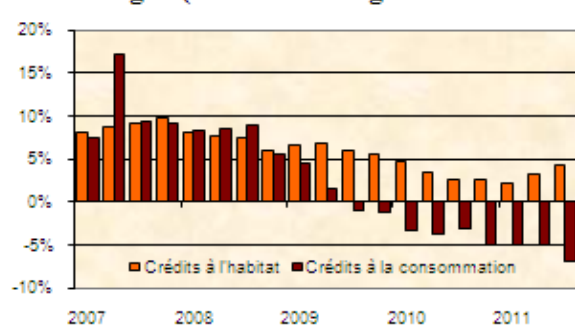
Evolution de l'endettement des ménages



Les crédits à l'habitat des ménages (63 % de leur endettement) continuent de progresser au troisième trimestre 2011 (+ 1,3 % sur trois mois, + 4,1 % sur un an), à la faveur d'un regain des octrois de crédit, toujours sous l'impulsion du dispositif de soutien à l'investissement des particuliers initié en septembre 2010.

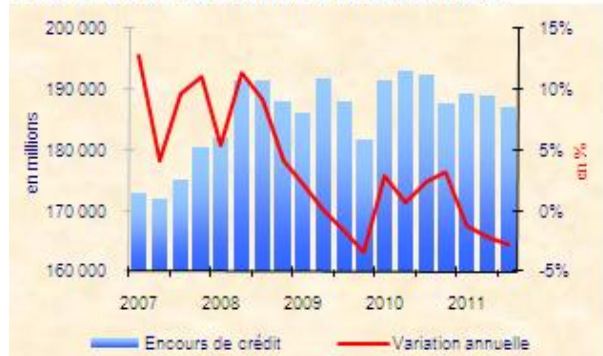
A l'inverse, l'encours des crédits à la consommation enregistre un quatrième trimestre consécutif de baisse (- 1,7 % en trois mois et - 6,9 % en glissement annuel).

Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



Les crédits aux entreprises s'élèvent à 186,5 milliards de F CFP à fin septembre 2011, en baisse de 1,3 % sur le trimestre et de 3 % en un an.

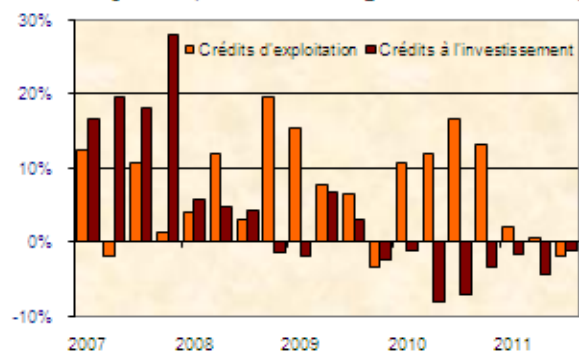
Evolution de l'endettement des sociétés



Les crédits d'exploitation reculent de 1,6 % sur le trimestre et de 2 % sur l'année. Alors que les découverts des sociétés enregistrent une baisse sensible (- 4,5 % en trois mois et - 8,4 % en un an), l'encours des crédits de trésorerie progresse à un rythme moindre (respectivement + 0,1 % et + 3,8 %).

A contrario, les crédits d'investissement affichent une croissance de 1,1 % à fin septembre 2011, alors que la tendance était orientée à la baisse au cours des derniers trimestres. Leur encours reste néanmoins inférieur à celui atteint un an auparavant (- 1,5 %).

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Au 30 septembre 2011, l'encours sain des crédits aux collectivités locales (90,8 milliards de F CFP) diminue de 1,9 % par rapport à juin 2011 et stagne en rythme annuel, en lien avec le recul des crédits d'investissement.

Baisse du coût du crédit aux particuliers mais hausse pour les entreprises

Les enquêtes sur le coût du crédit réalisées par l'IEOM de juillet à août 2011 auprès des établissements de crédit de la place révèlent une baisse des conditions débitrices pour les particuliers et une hausse pour les entreprises.

Le taux moyen pondéré global (TMPG) des concours bancaires accordés aux entreprises est évalué à 5,07 %, en hausse de 39 points de base en comparaison annuelle. L'enchérissement des concours aux entreprises, lié à l'augmentation des taux de marché, s'avère plus sensible pour le moyen et long terme (+ 61 pb) que pour le court terme (+ 30 pb).

En revanche, le coût moyen du crédit aux particuliers recule de 23 points de base par rapport à l'enquête de juillet - août 2010. La baisse des taux concerne tous les types de crédits mais est plus marquée pour les prêts personnels d'un montant supérieur à 181 920 F CFP (- 324 pb) que pour ceux inférieurs à ce montant (- 81 pb)

Hausse des engagements dans les secteurs du commerce et des services

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître au troisième trimestre 2011 une hausse des engagements en faveur du commerce (+ 11,6 %) et des services (+ 1,1 %). A l'inverse, le secteur primaire (- 35,8 %), les transports (- 18,5 %), l'hôtellerie (- 8,6 %) et le BTP (- 6,2 %) connaissent une baisse significative de leur encours.

Dégradation du taux de sinistralité des agents économiques polynésiens sur le trimestre

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens se détériore à nouveau au troisième trimestre 2011, après l'amélioration observée au trimestre précédent. S'élevant à 57,2 milliards de F CFP à fin septembre 2011, les créances douteuses brutes enregistrent une hausse sensible de leur encours : + 4,4 % sur le trimestre et + 18,9 % en un an. Les créances douteuses et litigieuses représentent désormais 11,8 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (11,3 % en juin 2011 et 10 % en septembre 2010). Pour sa part, le taux de provisionnement s'affiche à 50,1 %, contre 52,7 % un an auparavant.

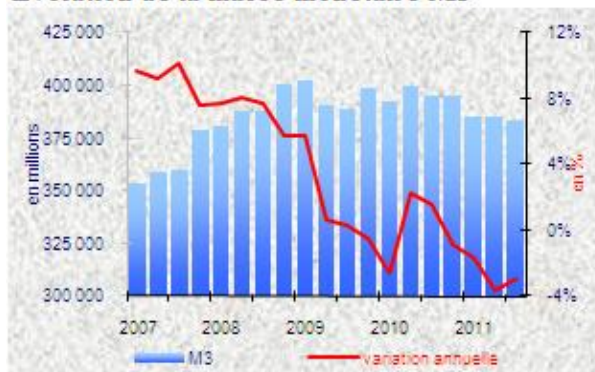
Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Repli continu de la masse monétaire

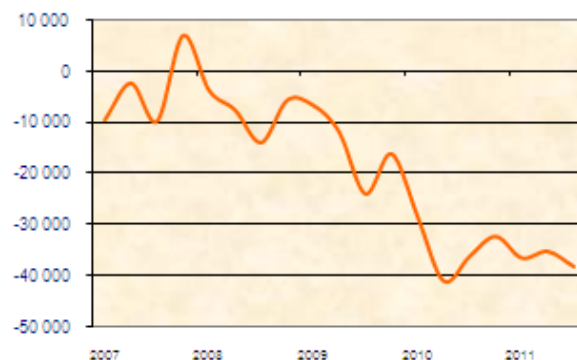
S'établissant à 383 milliards de F CFP au 30 septembre 2011, la masse monétaire M3 poursuit sa baisse (- 0,5 % sur le trimestre et - 3 % en glissement annuel), en lien avec la diminution de l'encours des dépôts à vue et celle des comptes sur livrets.

Evolution de la masse monétaire M3



Pour financer les crédits octroyés à leur clientèle, les banques locales ont eu recours aux ressources consenties par leurs maisons-mères. Sur le trimestre, les engagements hors zone (HZE) du système bancaire augmentent de 11 milliards de F CFP par rapport à juin 2011 alors que leurs avoirs hors zone croissent de 8 milliards. Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local s'aggrave sur le trimestre (+ 8,3 %). Elle atteint - 38,4 milliards de F CFP en septembre 2011 contre - 35,5 milliards en juin 2011 et - 36,5 milliards en septembre 2010.

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	10
Industrie	20
Construction	30
Commerce	40
Hôtellerie - Restauration	52
Transport	51A
Services	51B, 52B, 53

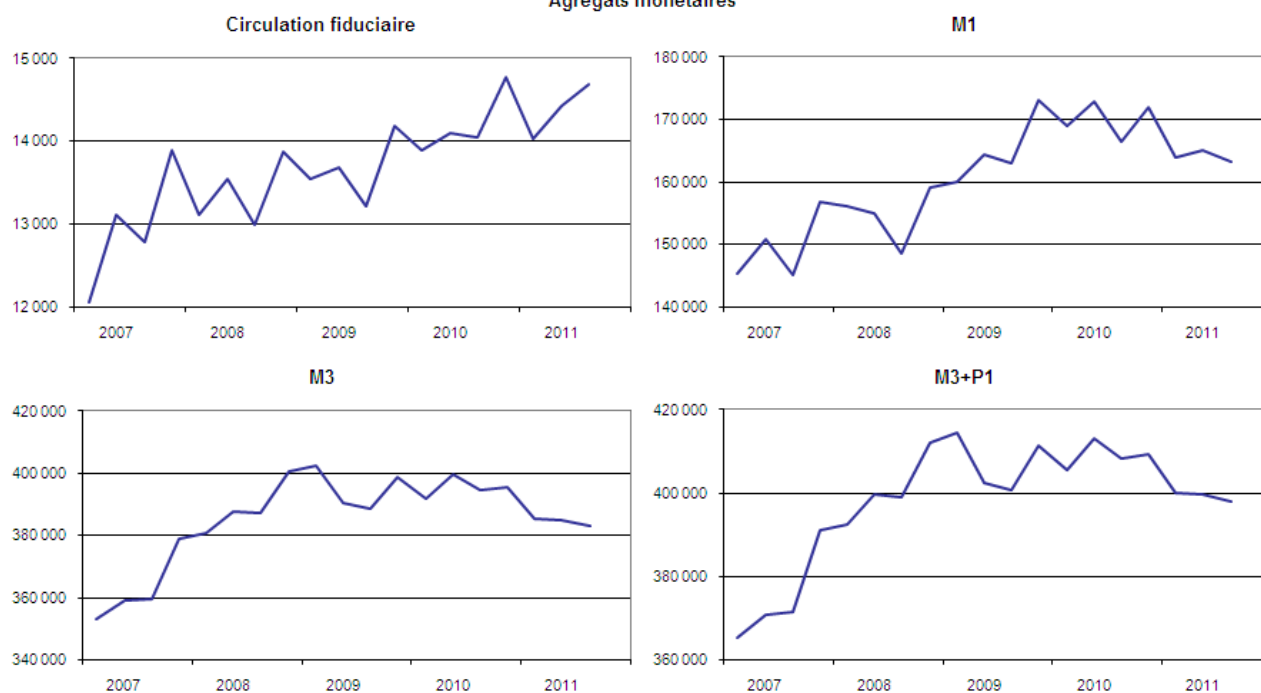
Conjoncture financière et bancaire

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	11 450	12 788	13 001	13 214	14 041	14 781	14 029	14 422	14 697	1,9%	4,7%	
Billets	9 699	10 940	11 083	11 242	12 018	12 731	11 994	12 378	12 640	2,1%	5,2%	
Pièces	1 751	1 848	1 918	1 972	2 023	2 050	2 035	2 044	2 057	0,6%	1,7%	
Dépôts à vue	124 053	132 364	135 697	149 923	152 409	157 218	149 895	150 773	148 556	-1,5%	-2,5%	
TOTAL M1	135 502	145 152	148 698	163 137	166 449	171 998	163 924	165 194	163 252	-1,2%	-1,9%	
M2-M1	72 829	67 447	60 431	105 334	109 605	109 943	107 585	104 945	101 382	-3,4%	-7,5%	
Comptes sur livrets	72 593	67 240	60 231	105 119	109 385	109 713	107 293	104 641	101 078	-3,4%	-7,6%	
Comptes épargne logement	237	207	200	215	221	230	291	305	305	0,0%	38,1%	
TOTAL M2	208 331	212 599	209 129	268 471	276 054	281 941	271 509	270 140	264 635	-2,0%	-4,1%	
M3-M2	118 282	147 094	178 325	120 109	118 681	113 531	113 841	114 831	118 338	3,1%	-0,3%	
Dépôts à terme	106 750	136 752	165 817	111 718	114 579	109 472	110 474	112 014	114 642	2,3%	0,1%	
Titres de créance négociables	2 248	2 623	2 423	688	452	0	30	85	1 015	ns	124,4%	
Bons de caisse	9 284	7 720	10 086	7 703	3 649	4 058	3 337	2 732	2 681	-1,9%	-26,5%	
Total M3	326 614	359 693	387 454	388 580	394 735	395 472	385 350	384 971	382 973	-0,5%	-3,0%	
P1	11 846	11 720	11 428	12 178	13 702	13 860	14 767	14 910	14 895	-0,1%	8,7%	
Plans d'épargne logement	11 846	11 720	11 428	12 178	13 702	13 860	14 767	14 910	14 895	-0,1%	8,7%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	338 460	371 413	398 882	400 758	408 437	409 332	400 117	399 881	397 868	-0,5%	-2,6%	

Agrégats monétaires



Conjoncture financière et bancaire

1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	juin-11	1 trim	1 an	
En nombre	5 378 913	6 019 995	6 374 165	6 540 635	7 113 131	7 496 831	7 173 974	7 315 298	7 299 693	-0,2%	2,6%	
10 000 F CFP	861 189	964 128	982 991	1 014 139	1 079 195	1 139 992	1 073 787	1 087 681	1 080 433	-0,7%	0,1%	
5 000 F CFP	482 419	539 946	527 585	482 129	473 579	537 095	434 804	464 612	458 102	-1,4%	-3,3%	
1 000 F CFP	2 752 327	3 108 421	3 328 594	3 433 631	3 753 786	3 950 768	3 777 405	3 852 517	3 848 563	-0,1%	2,5%	
500 F CFP	1 282 978	1 407 500	1 534 995	1 610 736	1 806 571	1 868 976	1 887 978	1 910 488	1 912 595	0,1%	5,9%	
En millions de F CFP	14 418	16 153	16 564	16 791	17 817	18 971	17 633	18 008	17 900	-0,6%	0,5%	
10 000 F CFP	8 612	9 641	9 830	10 141	10 792	11 400	10 738	10 877	10 804	-0,7%	0,1%	
5 000 F CFP	2 412	2 700	2 638	2 411	2 368	2 685	2 174	2 323	2 291	-1,4%	-3,3%	
1 000 F CFP	2 752	3 108	3 329	3 434	3 754	3 951	3 777	3 853	3 849	-0,1%	2,5%	
500 F CFP	641	704	767	805	903	934	944	955	956	0,1%	5,9%	

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	juin-11	1 trim	1 an	
En nombre	153 108 363	159 862 184	166 883 103	171 851 888	175 427 758	176 178 159	177 837 676	179 389 994	180 241 429	0,5%	2,7%	
100 F CFP	9 585 994	10 168 779	10 523 764	10 840 571	11 024 295	11 176 454	11 321 076	11 228 065	11 308 822	0,7%	2,6%	
50 F CFP	4 072 794	4 289 051	4 495 057	4 584 676	4 644 692	4 668 943	4 754 696	4 724 688	4 748 936	0,5%	2,2%	
20 F CFP	10 715 726	11 269 242	11 620 266	11 920 536	12 083 314	12 088 384	12 270 412	12 343 940	12 384 459	0,3%	2,5%	
10 F CFP	14 997 995	15 769 462	16 437 282	16 831 965	17 128 580	17 191 594	17 411 073	17 546 147	17 673 624	0,7%	3,2%	
5 F CFP	17 292 168	18 150 977	18 917 409	19 583 426	20 012 530	20 072 931	20 256 532	20 411 435	20 499 438	0,4%	2,4%	
2 F CFP	40 590 339	42 464 411	44 287 364	45 612 868	46 609 446	46 763 951	47 068 069	47 634 043	47 839 541	0,4%	2,6%	
1 F CFP	55 853 347	57 750 262	60 601 961	62 477 846	63 924 901	64 215 902	64 755 818	65 501 676	65 786 609	0,4%	2,9%	
En millions de F CFP	1 750	1 848	1 918	1 972	2 005	2 023	2 050	2 044	2 057	0,6%	2,6%	
100 F CFP	959	1 017	1 052	1 084	1 102	1 118	1 132	1 123	1 131	0,7%	2,6%	
50 F CFP	204	214	225	229	232	233	238	236	237	0,5%	2,2%	
20 F CFP	214	225	232	238	242	242	245	247	248	0,3%	2,5%	
10 F CFP	150	158	164	168	171	172	174	175	177	0,7%	3,2%	
5 F CFP	86	91	95	98	100	100	101	102	102	0,4%	2,4%	
2 F CFP	81	85	89	91	93	94	94	95	96	0,4%	2,6%	
1 F CFP	56	58	61	62	64	64	65	66	66	0,4%	2,9%	

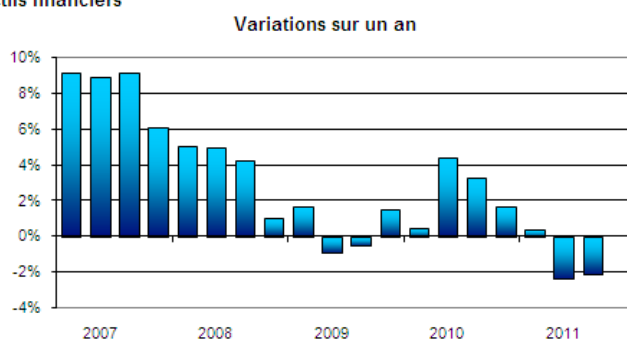
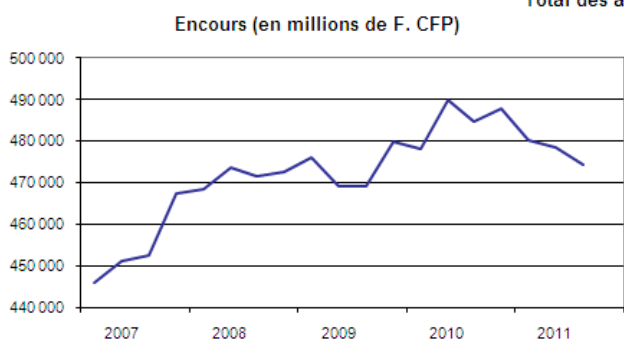
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	90 212	100 910	110 165	120 488	131 631	146 344	135 184	108 686	115 277	6,1%	-12,4%	
Institut d'émission	25 509	28 202	17 508	24 939	34 474	34 815	30 053	30 400	28 861	-5,1%	-16,3%	
Etablissements de crédit	64 703	72 708	92 657	95 549	97 157	111 529	105 131	78 286	86 416	10,4%	-11,1%	
Créances du Trésor public	7 983	7 001	8 086	10 442	4 709	4 709	4 996	4 582	5 230	14,2%	11,1%	
Concours sur ressources monétaires	228 418	251 782	269 204	257 649	258 395	244 419	245 170	271 703	262 466	-3,4%	1,6%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	394 950	419 929	455 417	463 892	481 681	481 336	480 881	483 250	483 240	0,0%	0,3%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	166 532	168 147	186 214	206 242	223 286	236 918	235 711	211 547	220 774	4,4%	-1,1%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	29 123	33 379	34 655	39 363	38 541	39 033	39 565	41 240	41 524	0,7%	7,7%	
Provisions sur créances douteuses	13 561	15 892	15 956	20 090	25 326	26 070	28 137	28 074	28 627	2,0%	13,0%	
Engagements hors zone d'émission	84 498	82 744	106 848	119 771	133 640	144 081	141 899	113 782	124 864	9,7%	-6,6%	
Epargne contractuelle	11 846	11 720	11 428	12 178	13 702	13 860	14 767	14 910	14 895	-0,1%	8,7%	
Divers	27 504	24 413	17 327	14 841	12 076	13 873	11 343	13 540	10 864	-19,8%	-10,0%	
Total M3	326 614	359 693	387 454	388 580	394 735	395 472	385 350	384 971	382 973	-0,5%	-3,0%	
Position extérieure nette	-19 795	-10 036	-14 191	-24 222	-36 483	-32 552	-36 768	-35 496	-38 448	8,3%	5,4%	

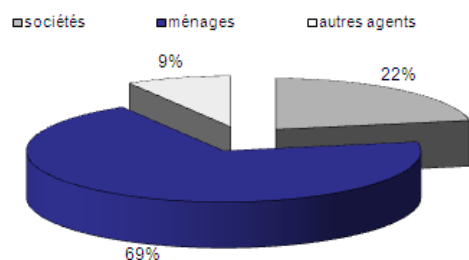
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Sociétés	84 928	93 078	94 722	94 694	111 778	111 143	103 545	104 598	105 114	0,5%	-6,0%
Dépôts à vue	43 080	48 942	47 598	56 236	65 997	70 223	59 961	63 810	63 111	-1,1%	-4,4%
Placements liquides ou à court terme	40 931	42 929	46 566	37 991	45 234	40 362	43 169	40 498	41 508	2,5%	-8,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0,0%	1,1%
Placements indexés sur les taux du marché	40 929	42 926	46 565	37 991	45 234	40 362	43 169	40 498	41 508	2,5%	-8,2%
<i>dont comptes à terme</i>	29 541	31 562	35 113	31 565	41 275	36 400	40 144	38 669	39 332	1,7%	-4,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 869	5 515	3 878	2 458	2 226	2 116	1 662	1 168	427	-63,4%	-80,8%
<i>dont certificats de dépôts</i>	2 248	2 623	2 423	688	452	0	30	85	1 015	ns	124,4%
Epargne à long terme	916	1 207	559	467	547	557	415	290	495	70,8%	-9,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	787	1 076	440	304	370	280	151	9	250	ns	-32,6%
Ménages	286 379	309 515	320 601	320 471	325 611	329 315	329 834	332 106	328 654	-1,0%	0,9%
Dépôts à vue	69 037	71 379	68 324	72 441	73 768	72 368	73 892	74 373	72 436	-2,6%	-1,8%
Placements liquides ou à court terme	146 943	163 407	184 330	175 167	167 368	168 429	165 043	166 171	165 308	-0,5%	-1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	70 093	64 971	58 125	102 691	106 844	106 661	104 769	102 498	98 538	-3,9%	-7,8%
<i>Livrets ordinaires</i>	69 857	64 765	57 925	102 476	106 623	106 431	104 478	102 194	98 233	-3,9%	-7,9%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	237	207	200	215	221	229	291	304	304	0,0%	38,0%
Placements indexés sur les taux du marché	76 850	98 436	126 205	72 476	60 524	61 768	60 275	63 673	66 770	4,9%	10,3%
<i>dont comptes à terme</i>	67 387	89 332	114 005	62 567	55 406	56 969	55 914	59 380	62 963	6,0%	13,6%
<i>dont bons de caisse</i>	5 008	4 490	4 931	4 420	2 366	2 211	2 003	2 155	1 945	-9,7%	-17,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 455	4 614	7 270	5 490	2 752	2 589	2 358	2 138	1 862	-12,9%	-32,3%
Epargne à long terme	70 398	74 729	67 947	72 863	84 475	88 518	90 899	91 562	90 910	-0,7%	7,6%
<i>Plans d'épargne logement</i>	11 846	11 720	11 428	12 178	13 687	13 845	14 751	14 849	14 872	0,2%	8,7%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
<i>Portefeuille-titres</i>	4 303	3 346	2 045	4 821	5 637	5 711	5 683	5 677	5 215	-8,1%	-7,5%
<i>OPCVM non monétaires</i>	14 295	15 358	7 581	6 750	6 024	6 223	5 982	5 805	5 124	-11,7%	-14,9%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	39 955	44 305	46 892	49 114	59 127	62 739	64 484	65 231	65 699	0,7%	11,1%
Autres agents	43 333	49 959	56 435	54 126	47 352	47 468	46 775	41 796	40 761	-2,5%	-13,9%
Dépôts à vue	11 935	12 042	19 775	21 246	12 643	14 626	16 042	12 590	13 009	3,3%	2,9%
Placements liquides ou à court terme	17 656	23 113	24 673	20 935	21 621	19 663	17 431	16 620	15 632	-5,9%	-27,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 734	2 473	2 306	2 643	2 761	3 281	2 816	2 447	2 844	16,2%	3,0%
Placements indexés sur les taux du marché	14 922	20 640	22 367	18 292	18 860	16 382	14 615	14 173	12 788	-9,8%	-32,2%
<i>dont comptes à terme</i>	9 823	15 857	16 700	17 587	17 899	16 103	14 416	13 964	12 348	-11,6%	-31,0%
Epargne à long terme	13 741	14 804	11 987	11 945	13 087	13 178	13 302	12 586	12 120	-3,7%	-7,4%
TOTAL	414 639	452 552	471 759	469 292	484 741	487 925	480 154	478 500	474 529	-0,8%	-2,1%
Dépôts à vue	124 053	132 364	135 697	149 923	152 409	157 218	149 895	150 773	148 556	-1,5%	-2,5%
Placements liquides ou à court terme	205 531	229 449	255 569	234 093	234 224	228 454	225 644	223 289	222 448	-0,4%	-5,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	72 829	67 447	60 431	105 334	109 605	109 943	107 585	104 945	101 382	-3,4%	-7,5%
Placements indexés sur les taux du marché	132 702	162 002	195 137	128 759	124 618	118 512	118 059	118 344	121 066	2,3%	-2,9%
Epargne à long terme	85 056	90 739	80 493	85 275	98 109	102 254	104 616	104 438	103 525	-0,9%	5,5%

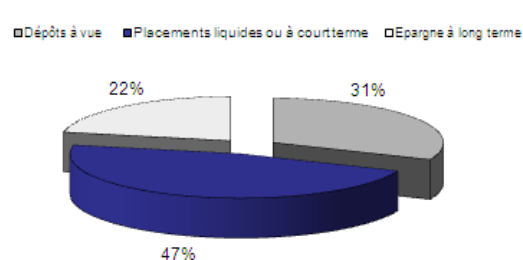
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique sept-11

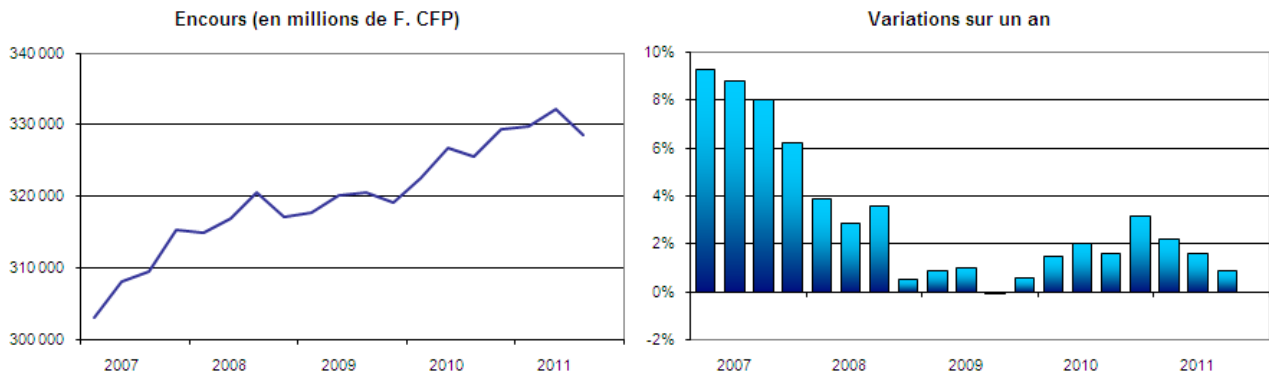


Répartition des actifs financiers par nature sept-11

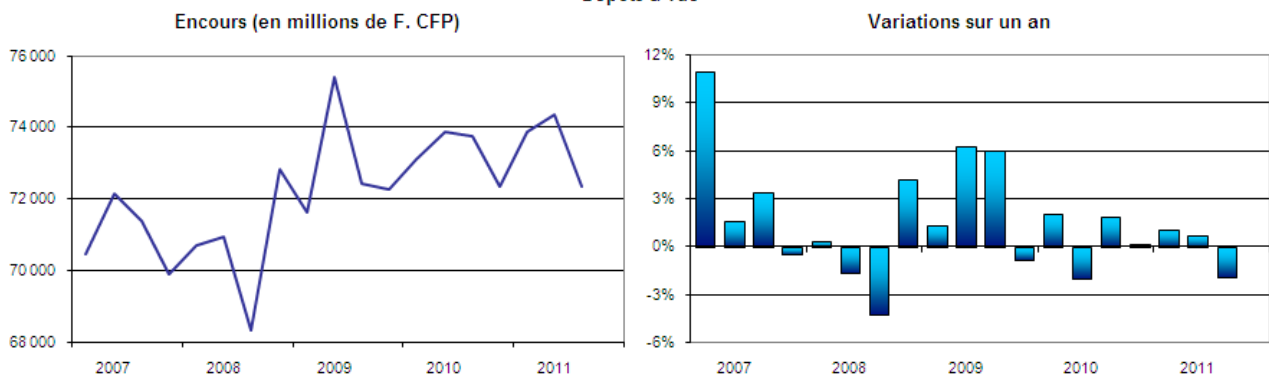


2.1 Les avoirs des ménages

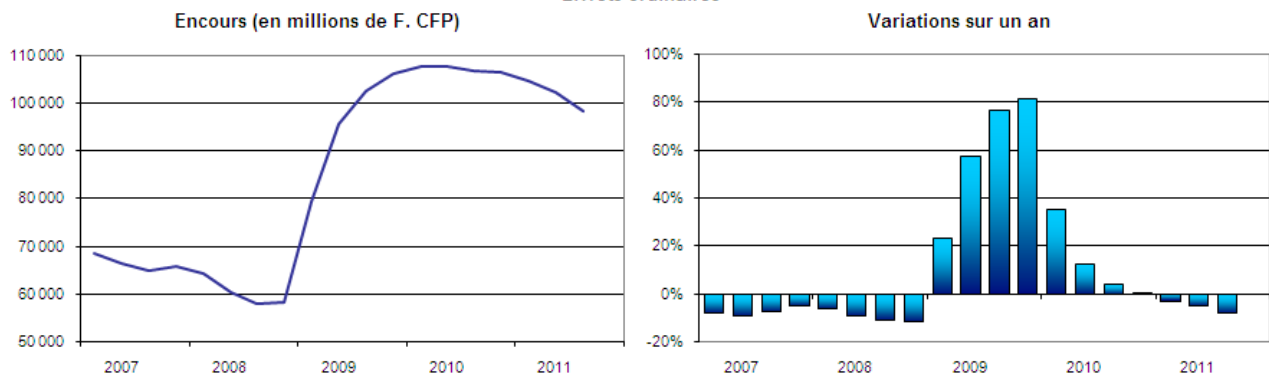
Total des actifs financiers



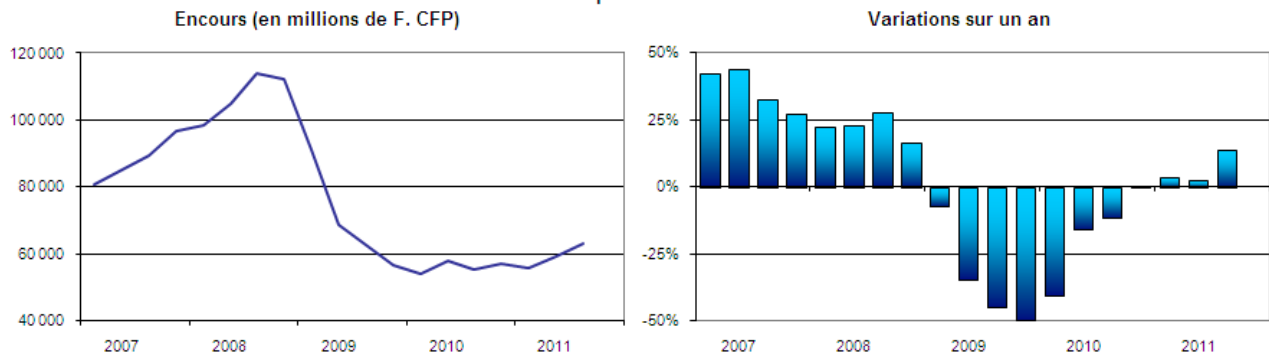
Dépôts à vue



Livrets ordinaires

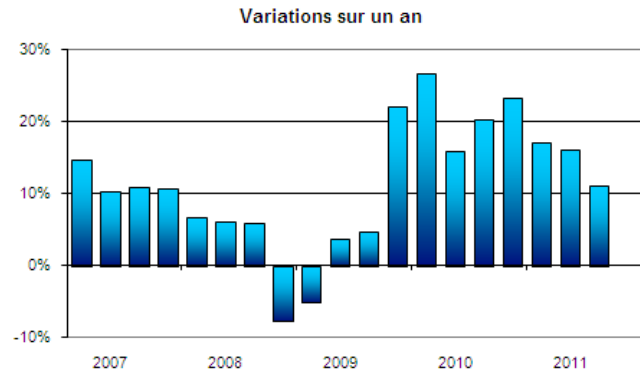
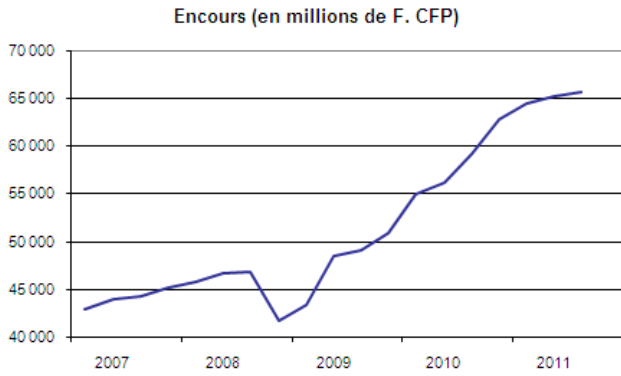


Dépôts à terme

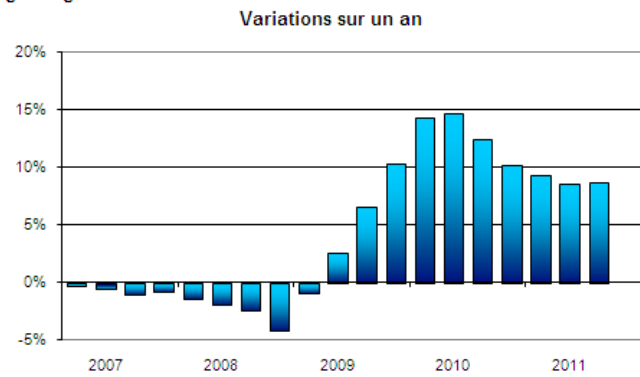
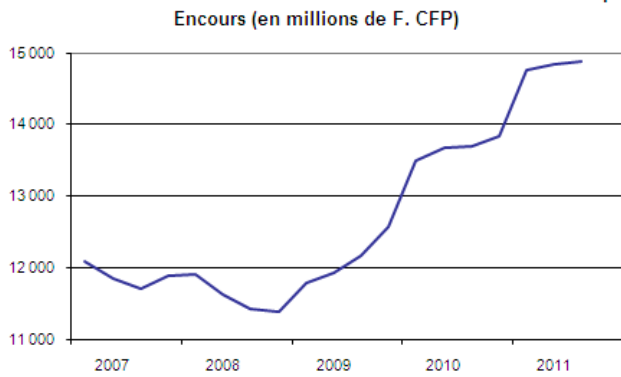


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

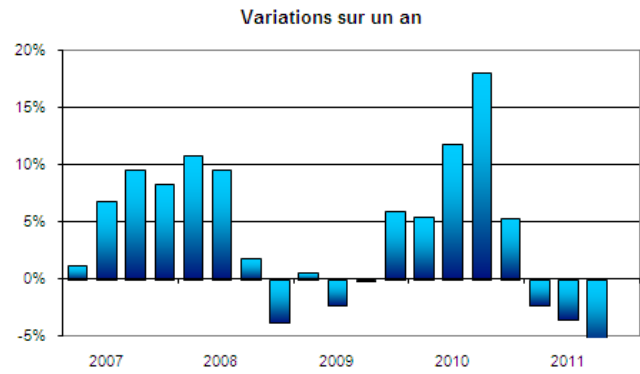
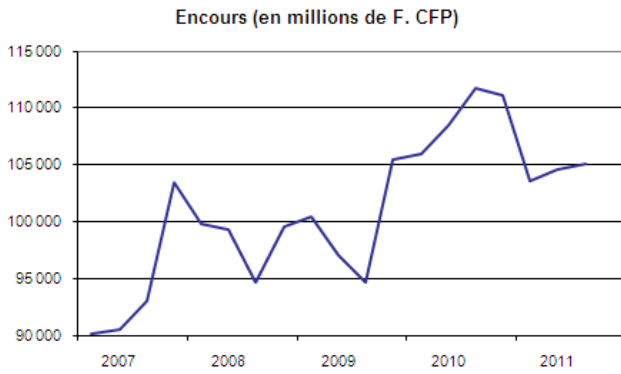


Plans d'épargne logement

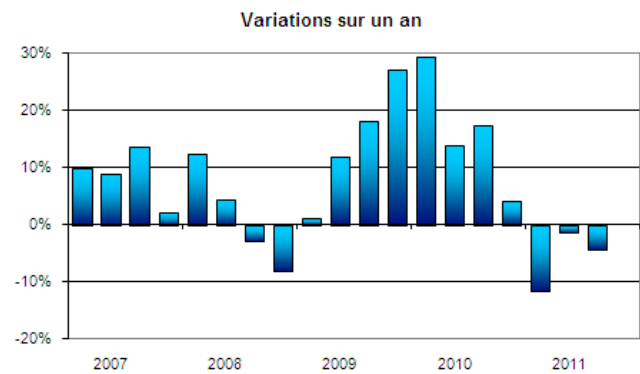
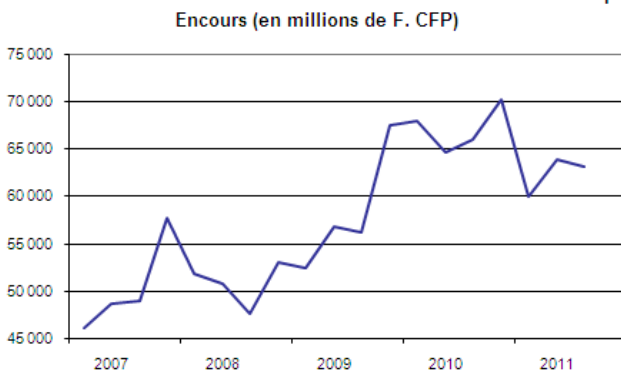


2.2 Les avoirs des sociétés

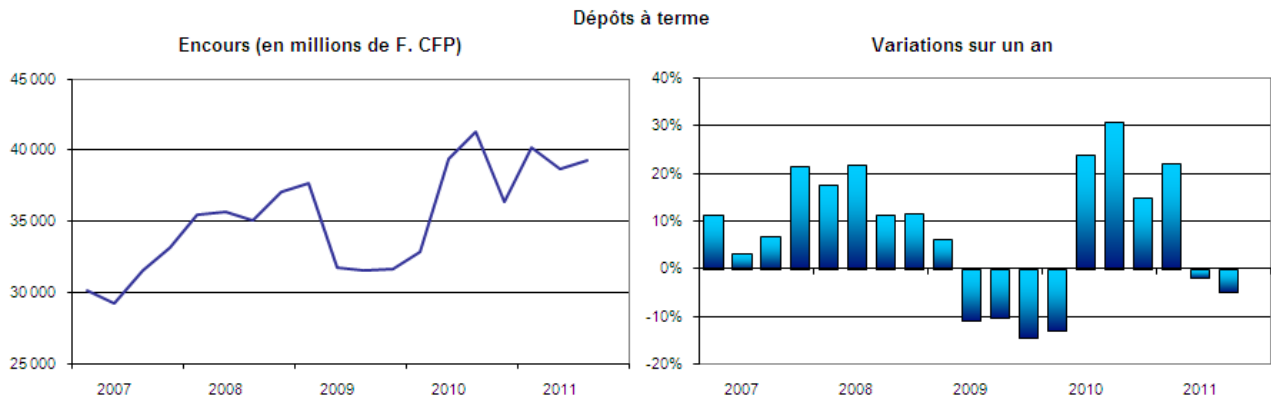
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Conjoncture financière et bancaire

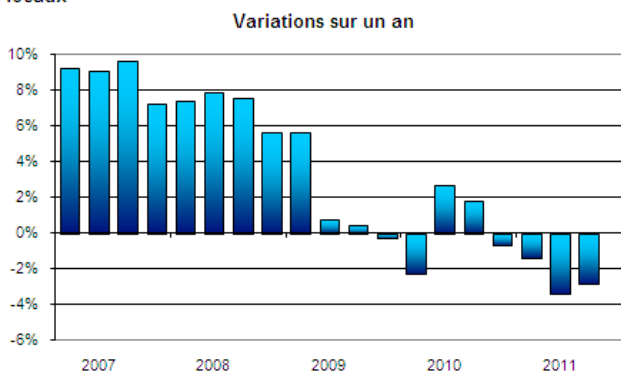
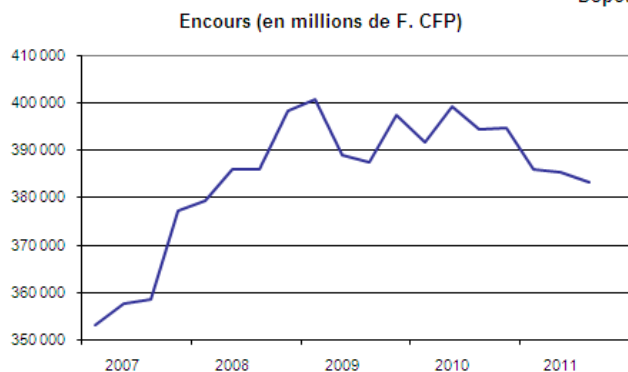


Conjoncture financière et bancaire

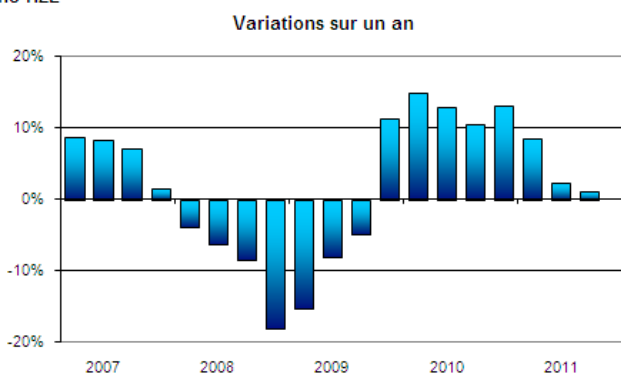
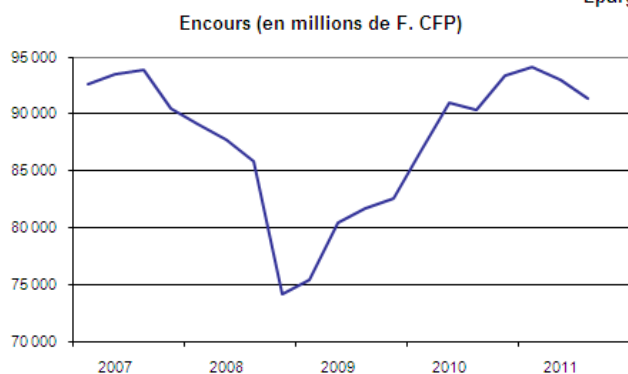
2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	327 010	358 624	385 882	387 545	394 397	394 551	386 088	385 460	383 172	-0,6%	-2,8%	
Dépôts à vue	124 053	132 364	135 697	149 923	152 409	157 218	149 895	150 773	148 556	-1,5%	-2,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	84 675	79 166	71 859	117 512	123 308	123 803	122 352	119 856	116 278	-3,0%	-5,7%	
Livrets ordinaires	71 139	66 021	59 003	104 256	108 981	109 264	107 293	105 055	100 687	-4,2%	-7,6%	
Comptes d'épargne logement	237	207	200	215	221	230	291	305	305	0,0%	38,1%	
Plans d'épargne logement	11 846	11 720	11 428	12 178	13 702	13 860	14 767	14 910	14 895	-0,1%	8,7%	
Dépôts à terme	106 750	136 752	165 817	111 718	114 579	109 472	110 474	112 014	114 642	2,3%	0,1%	
Bons de caisse	9 284	7 720	10 086	7 703	3 649	4 058	3 337	2 732	2 681	-1,9%	-26,5%	
Titres de créances négociables	2 248	2 623	2 423	688	452	0	30	85	1 015	ns	124,4%	
Epargne hors zone d'émission	87 629	93 928	85 877	81 747	90 344	93 374	94 067	93 040	91 358	-1,8%	1,1%	
Actions	2 783	3 021	1 968	2 655	2 827	3 006	3 062	2 967	2 500	-15,7%	-11,6%	
Obligations	1 745	576	248	2 446	3 118	3 055	2 982	3 083	3 035	-1,6%	-2,7%	
OPCVM monétaires	14 419	14 908	16 812	8 650	5 938	4 981	4 218	3 513	2 727	-22,4%	-54,1%	
OPCVM non monétaires	28 727	31 118	19 956	18 882	19 335	19 594	19 322	18 247	17 397	-4,7%	-10,0%	
Contrats d'assurance-vie	39 955	44 305	46 892	49 114	59 127	62 739	64 484	65 231	65 699	0,7%	11,1%	
TOTAL	414 639	452 552	471 759	469 292	484 741	487 925	480 154	478 500	474 529	-0,8%	-2,1%	

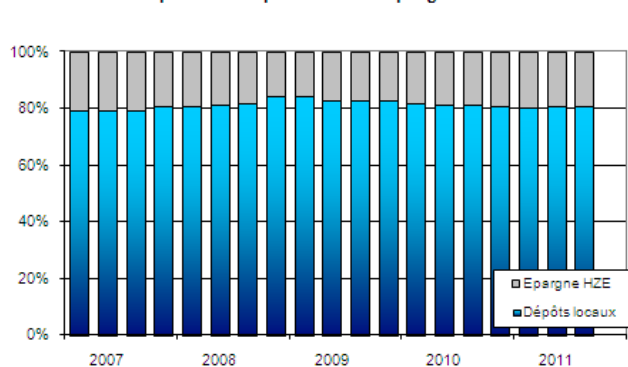
Dépôts locaux



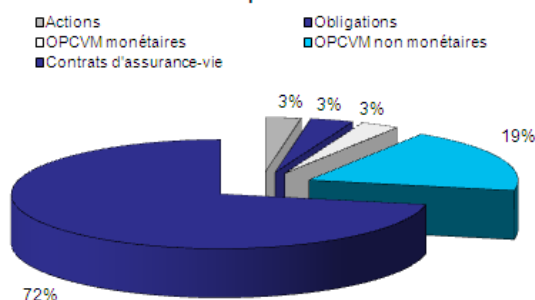
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE sept-11



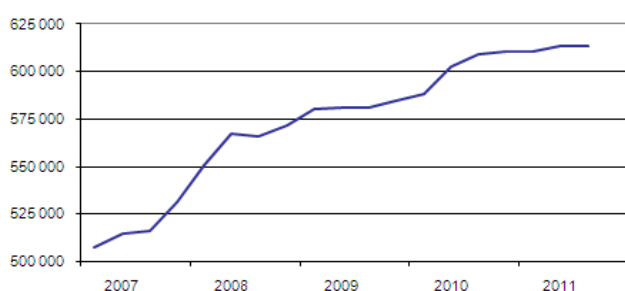
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

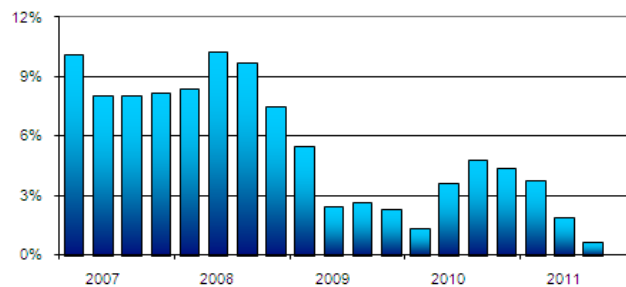
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Entreprises	159 808	175 197	191 375	188 053	192 180	187 489	189 081	188 958	186 473	-1,3%	-3,0%
Crédits d'exploitation	67 118	74 312	76 651	81 540	95 070	90 037	93 118	94 680	93 154	-1,6%	-2,0%
Créances commerciales	4 298	4 615	4 510	3 353	2 989	2 934	2 814	2 657	2 984	12,3%	-0,2%
Crédits de trésorerie	33 179	36 842	43 241	40 848	47 544	47 459	47 433	49 304	49 362	0,1%	3,8%
dont entrepreneurs individuels	5 517	5 321	4 488	4 235	4 233	3 889	3 684	3 684	3 613	-1,9%	-14,6%
Comptes ordinaires débiteurs	29 641	32 854	28 900	37 339	44 537	39 644	42 872	42 719	40 809	-4,5%	-8,4%
Crédits d'investissement	55 520	65 609	68 424	70 422	65 155	65 569	64 837	63 472	64 199	1,1%	-1,5%
Crédits à l'équipement	53 320	61 482	66 270	68 624	63 664	64 120	63 479	62 183	62 982	1,3%	-1,1%
dont entrepreneurs individuels	4 871	5 664	5 820	5 456	5 186	5 134	4 919	5 079	5 007	-1,4%	-3,4%
Crédit-bail	2 200	4 127	2 155	1 798	1 491	1 449	1 359	1 288	1 217	-5,5%	-18,4%
Crédits à l'habitat	13 312	14 539	19 661	21 777	18 708	19 351	18 817	18 766	17 952	-4,3%	-4,0%
Autres crédits	23 857	20 737	26 639	14 315	13 246	12 532	12 309	12 041	11 168	-7,2%	-15,7%
Ménages	222 286	242 081	259 757	267 276	267 844	268 989	265 725	267 444	268 061	0,2%	0,1%
Crédits à la consommation	86 779	94 802	103 163	102 129	99 016	98 073	94 856	93 777	92 163	-1,7%	-6,9%
Crédits de trésorerie	78 058	85 916	94 796	94 967	92 692	91 640	88 326	87 490	86 295	-1,4%	-6,9%
Comptes ordinaires débiteurs	5 929	5 821	5 309	4 686	4 333	4 427	4 519	4 296	3 917	-8,8%	-9,6%
Crédit-bail	2 792	3 066	3 058	2 477	1 991	2 006	2 012	1 991	1 950	-2,0%	-2,0%
Crédits à l'habitat	127 566	139 300	149 504	158 536	162 736	164 834	164 711	167 309	169 416	1,3%	4,1%
Autres crédits	7 942	7 980	7 090	6 611	6 091	6 082	6 158	6 358	6 482	2,0%	6,4%
Collectivités locales	61 887	61 157	72 888	81 232	90 786	90 114	91 661	92 519	90 779	-1,9%	0,0%
Crédits d'exploitation	2 275	2 901	4 525	1 119	662	625	514	632	659	4,2%	-0,5%
Crédits de trésorerie	2 214	2 757	3 126	1 030	554	554	442	560	658	17,6%	18,8%
Comptes ordinaires débiteurs	61	143	1 399	89	108	72	72	72	0	-99,7%	-99,8%
Crédits d'investissement	55 263	55 215	65 482	77 509	87 254	86 429	87 820	88 677	86 913	-2,0%	-0,4%
Crédits à l'équipement	55 263	55 215	65 478	77 505	87 254	86 427	87 820	88 677	86 913	-2,0%	-0,4%
Crédit-bail	0	0	4	3	0	2	0	0	0		
Crédits à l'habitat	1 197	1 833	1 794	1 805	2 587	2 811	3 095	2 982	2 983	0,0%	15,3%
Autres crédits	3 152	1 209	1 086	799	282	249	233	228	224	-1,7%	-20,4%
Autres agents de CCB non ventilés	10 095	12 429	13 110	7 376	8 668	8 846	7 910	10 278	9 015	-12,3%	4,0%
Total encours sain	454 076	490 864	537 130	543 937	559 477	555 439	554 377	559 200	554 327	-0,9%	-0,9%
Créances douteuses brutes	23 277	25 059	29 029	37 217	48 928	54 081	56 240	55 844	58 453	4,7%	19,5%
Créances douteuses nettes	9 716	9 167	12 963	17 017	23 492	27 901	27 869	27 537	29 485	7,1%	25,5%
dont entreprises	4 645	3 820	7 525	10 915	17 533	22 377	21 483	20 675	21 513	4,1%	22,7%
dont ménages	4 879	5 179	5 406	6 089	5 946	5 490	6 332	6 717	7 782	15,9%	30,9%
Provisions	13 561	15 892	16 066	20 200	25 436	26 180	28 371	28 307	28 968	2,3%	13,9%
Total encours brut	477 353	515 923	566 159	581 154	609 125	610 679	610 683	613 686	613 181	-0,1%	0,7%
Taux de créances douteuses	4,9%	4,9%	5,1%	6,4%	8,0%	8,9%	9,2%	9,1%	9,5%	0,4 pt	1,5 pt
Taux de provisionnement	58,3%	63,4%	55,3%	54,3%	52,0%	48,4%	50,4%	50,7%	49,6%	-1,1 pt	-2,4 pts

Encours de crédit brut

Encours (en millions de F. CFP)

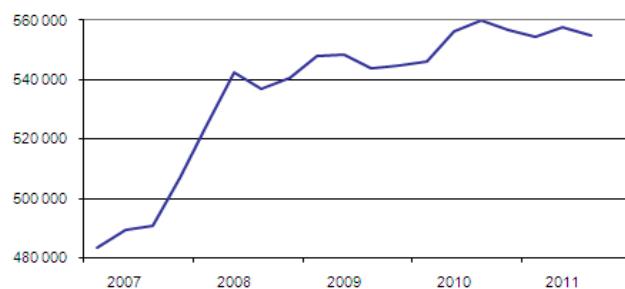


Variations sur un an

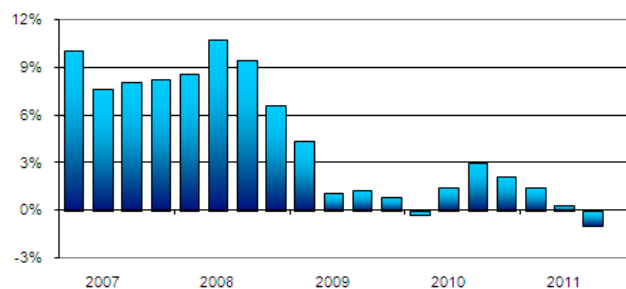


Encours de crédit sain

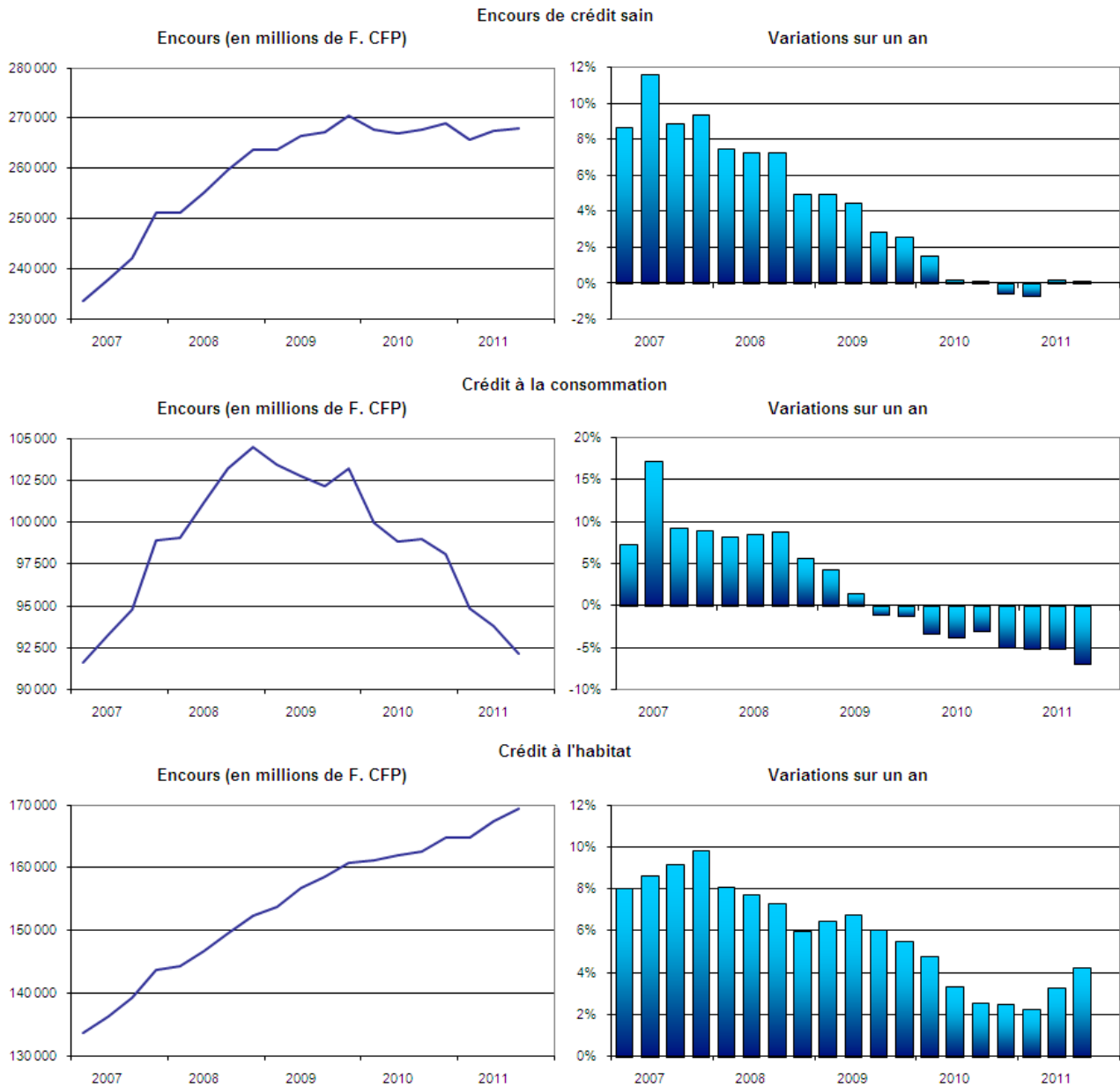
Encours (en millions de F. CFP)



Variations sur un an



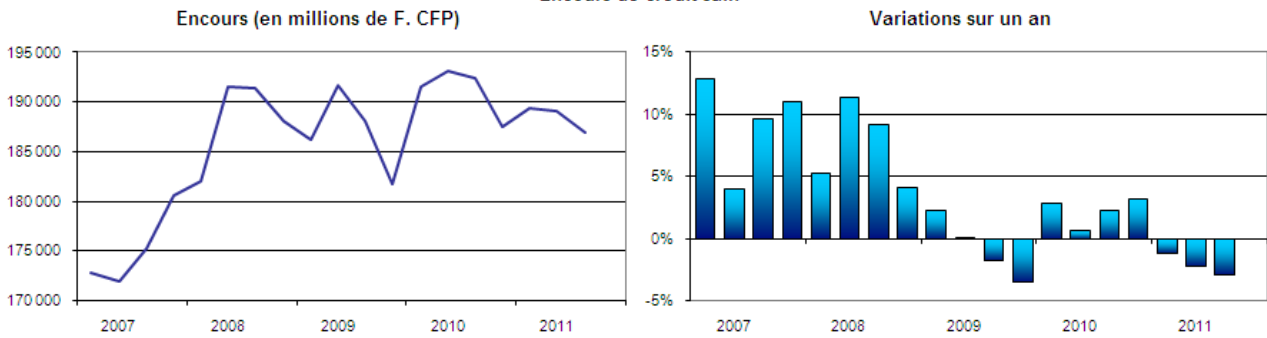
L'endettement des ménages



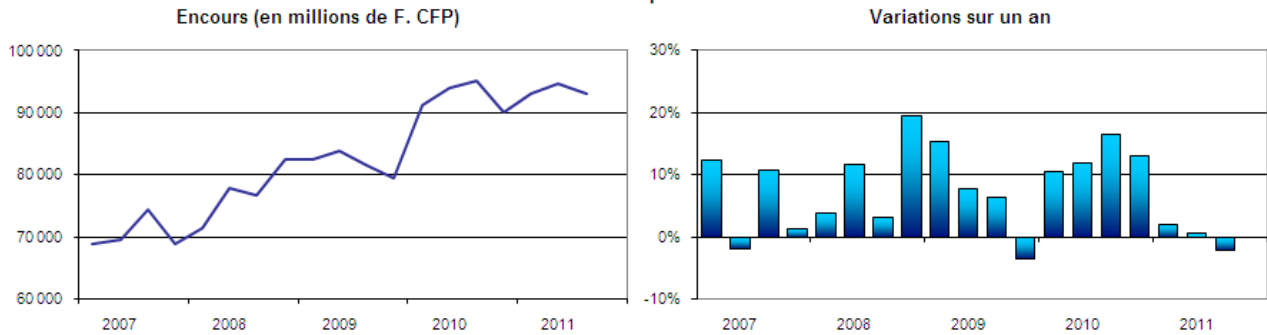
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

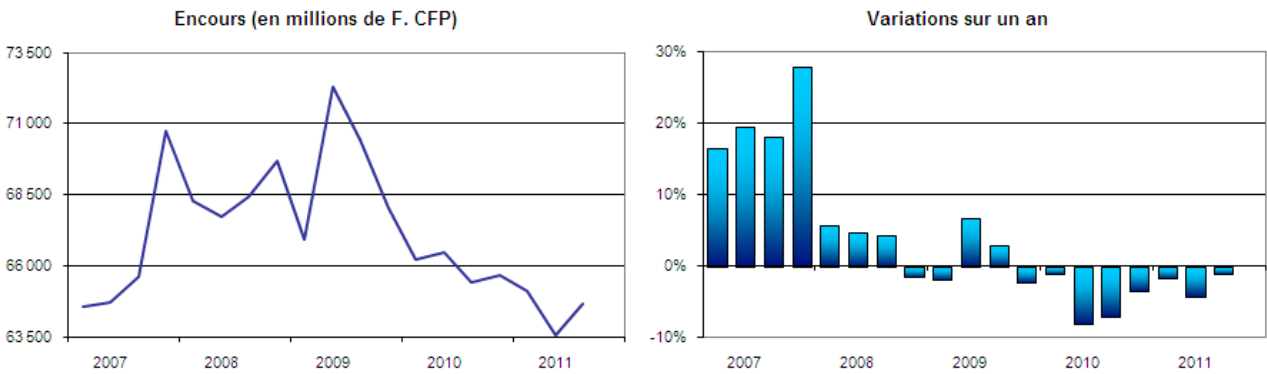
Encours de crédit sain



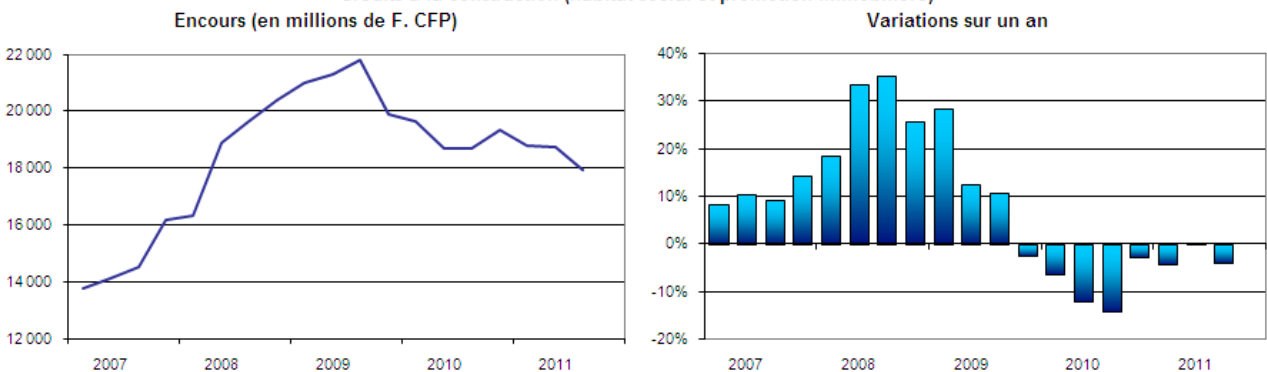
Crédits d'exploitation



Crédits d'investissement

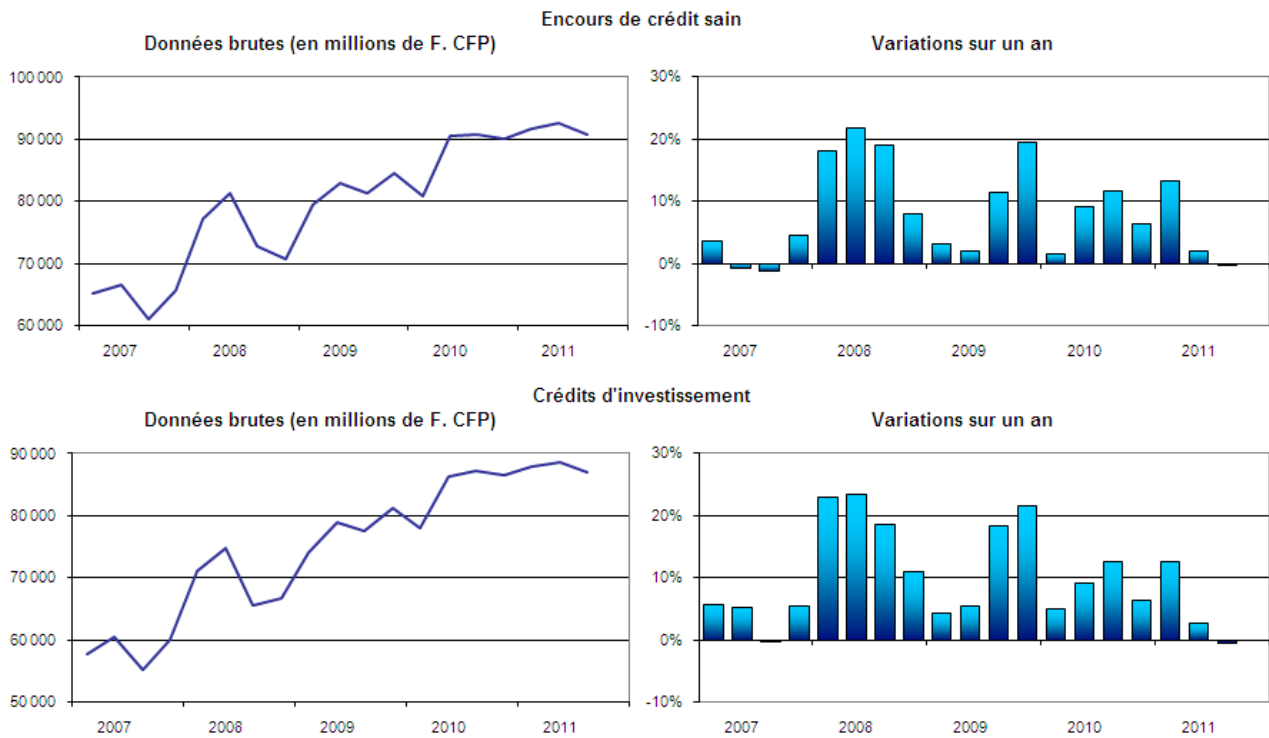


Crédits à la construction (habitat social et promotion immobilière)



Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des collectivités locales



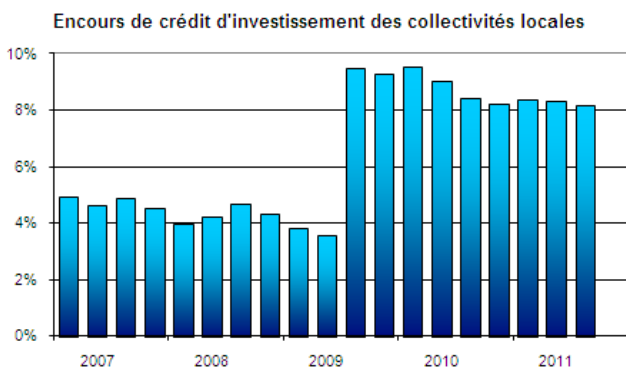
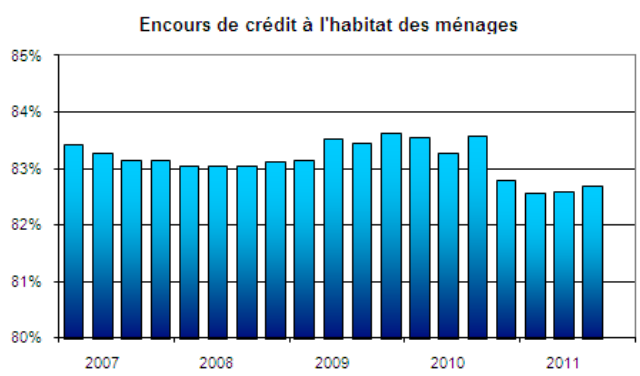
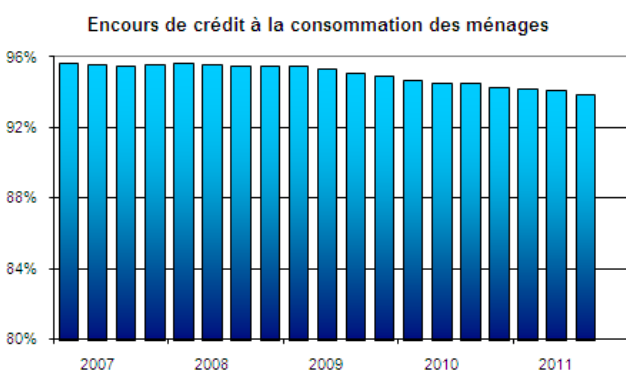
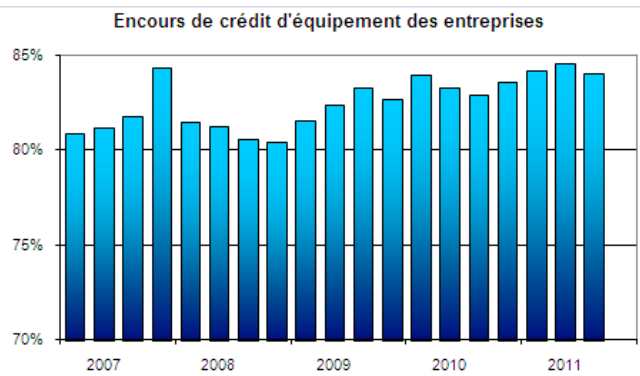
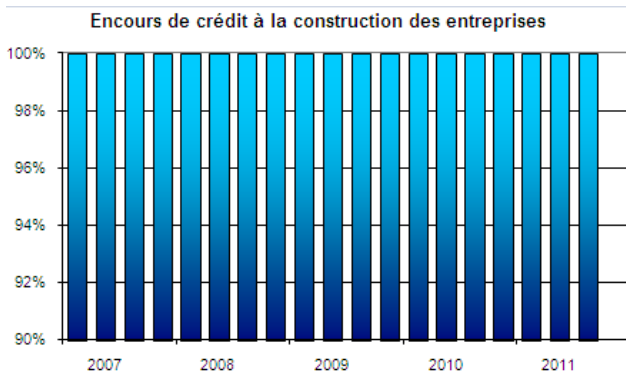
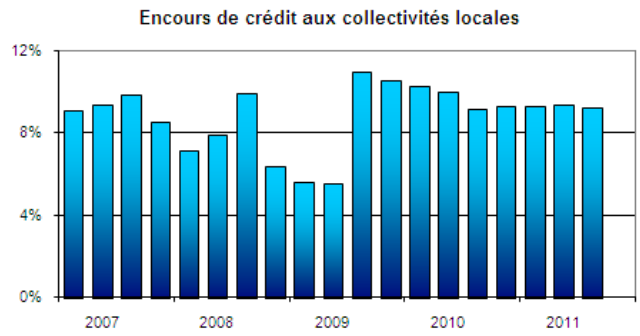
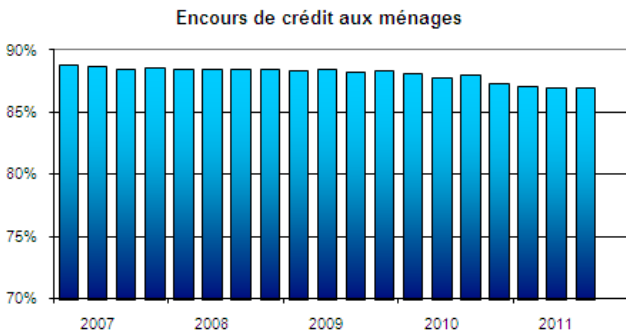
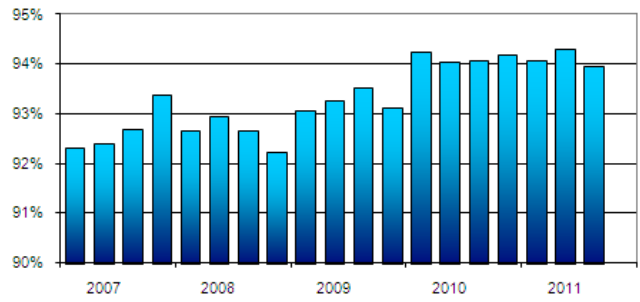
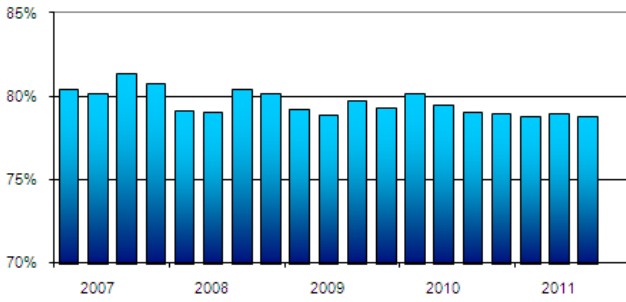
Conjoncture financière et bancaire

3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF										Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an	
Entreprises	154 729	162 412	177 320	175 898	181 053	176 665	178 160	178 286	175 643	-1,5%	-3,0%	
Crédits d'exploitation	67 053	74 070	76 336	81 427	94 874	89 913	92 198	93 732	92 213	-1,6%	-2,8%	
<i>Créances commerciales</i>	4 298	4 615	4 510	3 353	2 989	2 934	2 814	2 657	2 984	12,3%	-0,2%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	33 114	36 670	43 115	40 848	47 544	47 459	47 433	49 304	49 361	0,1%	3,8%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 517	5 321	4 488	4 235	4 233	3 889	3 684	3 684	3 613	-1,9%	-14,6%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	29 641	32 785	28 711	37 226	44 341	39 521	41 951	41 771	39 868	-4,6%	-10,1%	
<i>Affecturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits d'investissement	51 268	53 664	55 126	58 658	54 225	54 868	54 837	53 748	54 310	1,0%	0,2%	
<i>Crédits à l'équipement</i>	49 068	51 673	53 333	57 160	53 020	53 713	53 768	52 745	53 374	1,2%	0,7%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 871	5 652	5 805	5 451	5 163	5 102	4 892	5 025	4 951	-1,5%	-4,1%	
<i>Crédit-bail</i>	2 200	1 991	1 793	1 497	1 205	1 156	1 069	1 003	935	-6,7%	-22,4%	
Crédits à l'habitat	13 312	14 539	19 661	21 777	18 708	19 351	18 817	18 766	17 952	-4,3%	-4,0%	
Autres crédits	23 096	20 138	26 196	14 037	13 246	12 532	12 309	12 041	11 168	-7,2%	-15,7%	
Ménages	198 216	214 380	229 749	236 050	235 516	235 055	231 527	232 795	233 085	0,1%	-1,0%	
Crédits à la consommation	83 115	90 556	98 509	97 112	93 602	92 498	89 370	88 244	86 522	-2,0%	-7,6%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	74 394	81 670	90 142	89 950	87 278	86 064	82 844	81 962	80 656	-1,6%	-7,6%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 929	5 821	5 309	4 686	4 333	4 427	4 519	4 296	3 917	-8,8%	-9,6%	
<i>Crédit-bail</i>	2 792	3 066	3 058	2 477	1 991	2 006	2 007	1 987	1 948	-2,0%	-2,2%	
Crédits à l'habitat	107 159	115 844	124 150	132 327	135 847	136 475	135 999	138 192	140 082	1,4%	3,1%	
Autres crédits	7 942	7 980	7 090	6 611	6 067	6 082	6 158	6 358	6 482	2,0%	6,9%	
Collectivités locales	8 567	6 008	7 226	8 876	8 387	8 449	8 502	8 498	8 361	-1,6%	-0,3%	
Crédits d'exploitation	2 275	2 901	3 697	1 119	662	625	514	632	659	4,2%	-0,5%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 214	2 757	2 297	1 030	554	554	442	560	658	17,6%	18,8%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	61	143	1 399	89	108	72	72	72	0	-99,7%	-99,8%	
Crédits d'investissement	4 193	2 701	3 058	7 366	7 377	7 196	7 377	7 277	7 118	-2,2%	-3,5%	
<i>Crédits à l'équipement</i>	4 193	2 701	3 058	7 366	7 377	7 196	7 377	7 277	7 118	-2,2%	-3,5%	
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	0	73	70	72	66	379	377	361	359	-0,5%	446,9%	
Autres crédits	2 099	334	401	319	282	249	233	228	224	-1,7%	-20,4%	
Autres agents de CCB non ventilés	10 095	12 429	12 680	6 098	8 668	8 846	7 910	10 278	9 015	-12,3%	4,0%	
Total encours sain	371 608	395 229	426 974	426 922	433 623	429 015	426 099	429 857	426 103	-0,9%	-1,7%	
Créances douteuses brutes	22 743	24 686	28 443	36 778	48 059	53 177	55 097	54 748	57 150	4,4%	18,9%	
<i>Créances douteuses nettes</i>	9 183	8 794	12 487	16 688	22 733	27 107	26 960	26 674	28 523	6,9%	25,5%	
<i>dont entreprises</i>	4 451	3 735	7 252	10 899	17 146	21 859	20 964	20 156	20 999	4,2%	22,5%	
<i>dont ménages</i>	4 539	4 890	5 203	5 776	5 574	5 214	5 942	6 373	7 438	16,7%	33,5%	
<i>Provisions</i>	13 561	15 892	15 956	20 090	25 326	26 070	28 137	28 074	28 627	2,0%	13,0%	
Total encours brut	394 351	419 915	455 417	463 700	481 682	482 192	481 197	484 605	483 253	-0,3%	0,3%	
Taux de créances douteuses	5,8%	5,9%	6,2%	7,9%	10,0%	11,0%	12,5%	11,3%	11,8%	0,5 pt	1,8 pt	
Taux de provisionnement	59,6%	64,4%	56,1%	54,6%	52,7%	49,0%	46,1%	51,3%	50,1%	-1,2 pt	-2,6 pts	

Conjoncture financière et bancaire

Parts de marché des établissements installés localement
Encours de crédit brut total Encours de crédit aux entreprises

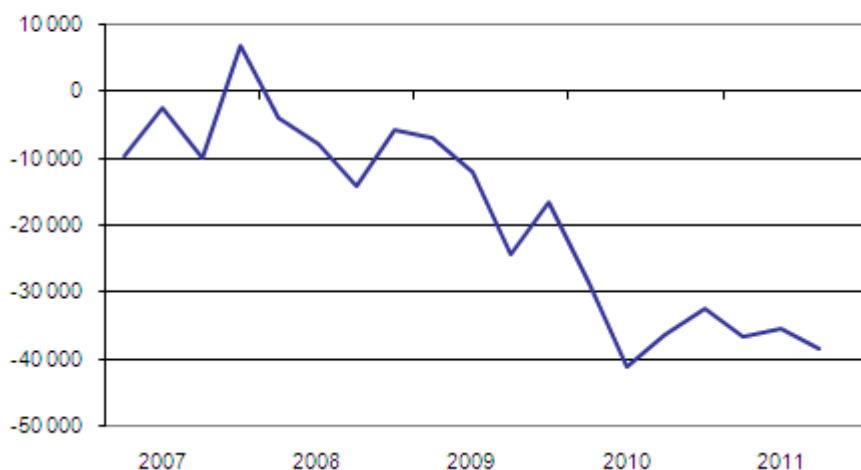


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Emplois	410 355	434 760	469 993	484 044	502 961	499 870	496 431	498 149	498 929	0,2%	-0,8%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits bruts	394 950	419 929	455 417	463 892	481 681	481 336	480 881	483 250	483 240	0,0%	0,3%
Réserves obligatoires et libres	15 405	14 831	14 576	20 152	21 280	18 533	15 551	14 899	15 689	5,3%	-26,3%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Ressources	410 354	434 760	469 993	484 044	502 961	499 870	496 431	498 149	498 929	0,2%	-0,8%
Dépôts collectés (- encaisses)	314 296	346 402	372 305	371 543	383 877	383 592	375 441	375 422	372 594	-0,8%	-2,9%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	42 684	49 271	50 611	59 452	63 867	65 103	67 702	69 314	70 151	1,2%	9,8%
Excédent des opérations diverses des EC	27 018	25 507	30 842	24 999	16 835	15 586	13 242	14 328	14 933	4,2%	-11,3%
Réescampte	6 561	3 544	2 045	3 828	1 898	3 037	3 278	3 590	2 803	-21,9%	47,7%
Position extérieure nette des EC (si négative)	19 795	10 036	14 191	24 222	36 483	32 552	36 768	35 496	38 448	8,3%	5,4%

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

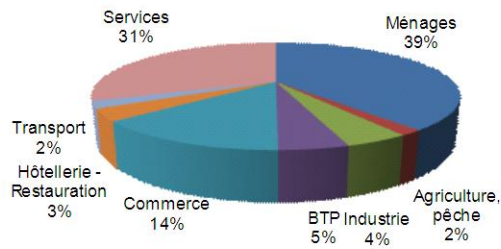


4.2 Le réescampte

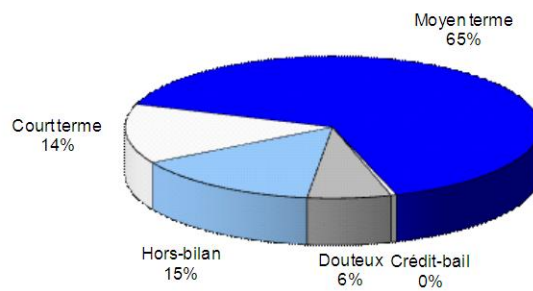
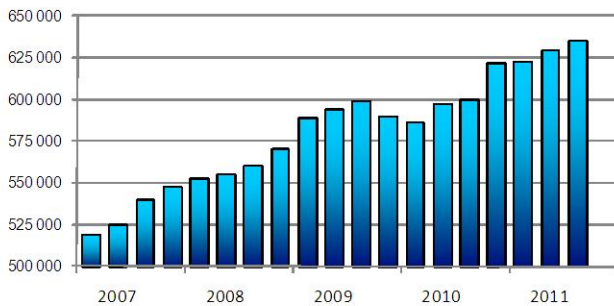
Cotation et réescampte	Montants en millions de XPF									Variations	
	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 621	4 745	4 457	4 370	6 209	6 367	6 736	6 842	6 842	0,0%	10,2%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 742	1 495	1 575	1 650	1 295	1 452	1 538	1 582	1 582	0,0%	22,2%
Taux d'éligibilité	38%	32%	35%	38%	21%	23%	23%	23%	23%	-	-
Refinancement	6 561	3 544	4 042	3 827	1 897	3 037	3 279	3 590	2 803	-21,9%	47,8%
Engagements à court terme	2 029	1 376	2 097	1 418	980	1 706	2 021	2 459	1 803	-26,7%	84,0%
Engagements à moyen terme	4 532	2 168	1 945	2 409	917	1 331	1 258	1 131	1 000	-11,6%	9,1%

5. Les engagements sectoriels

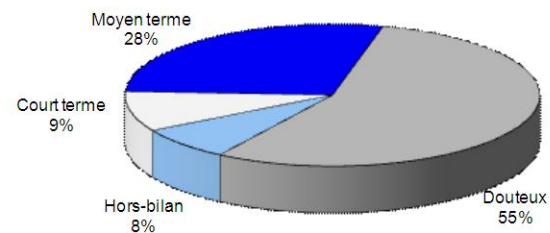
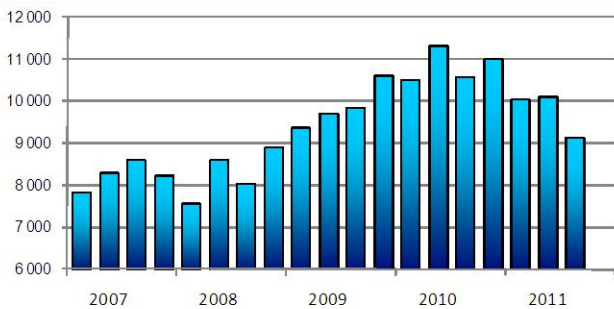
Répartition des engagements par secteur au 30 septembre 2011



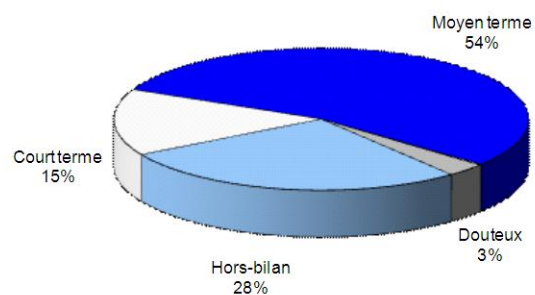
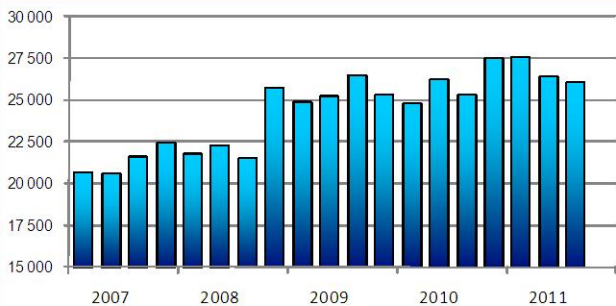
EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR



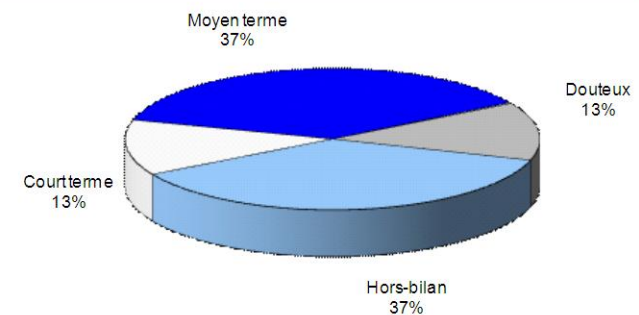
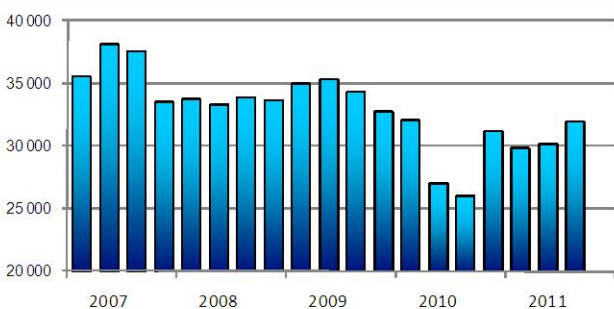
AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE



INDUSTRIE



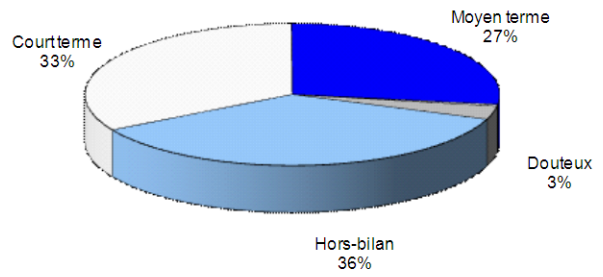
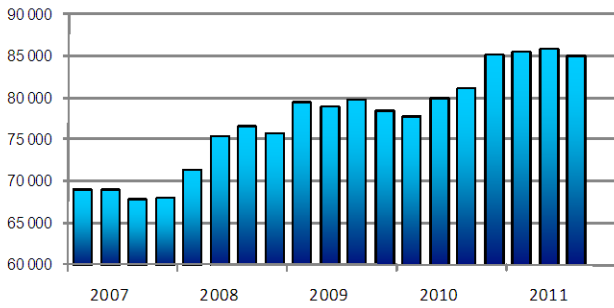
BTP



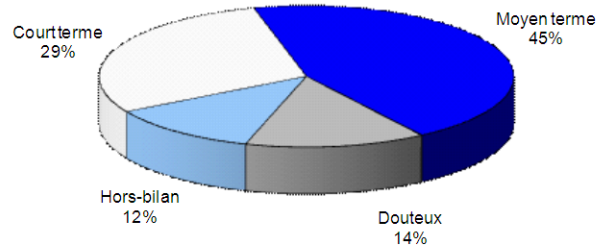
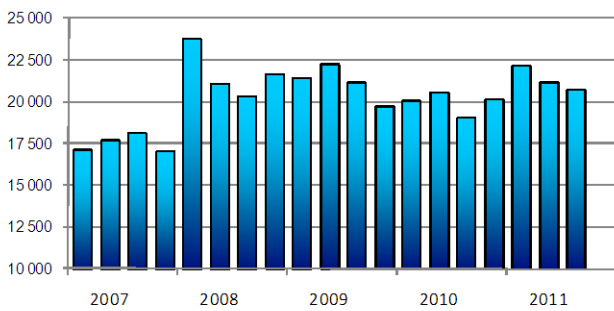
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

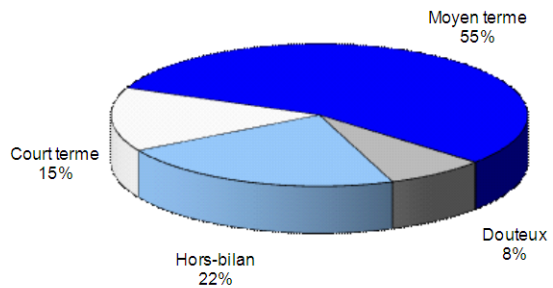
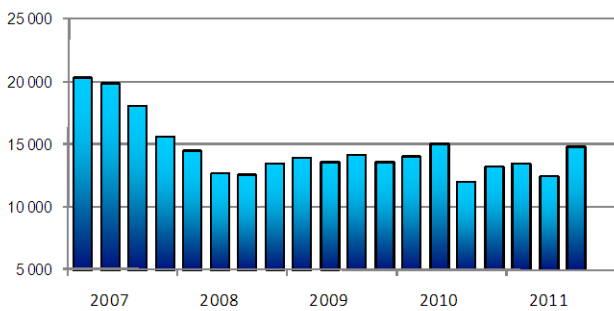
Encours (en millions de F. CFP)



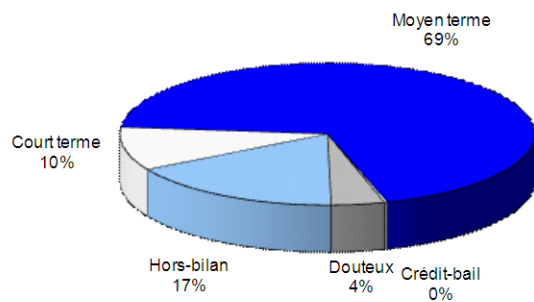
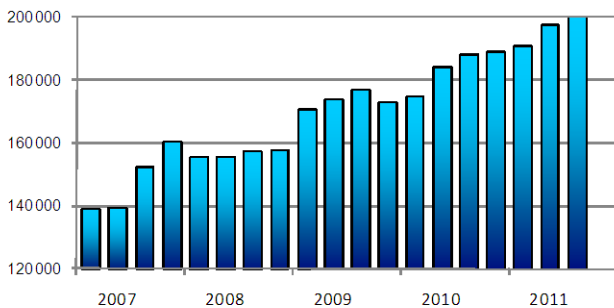
HOTELLERIE - RESTAURATION



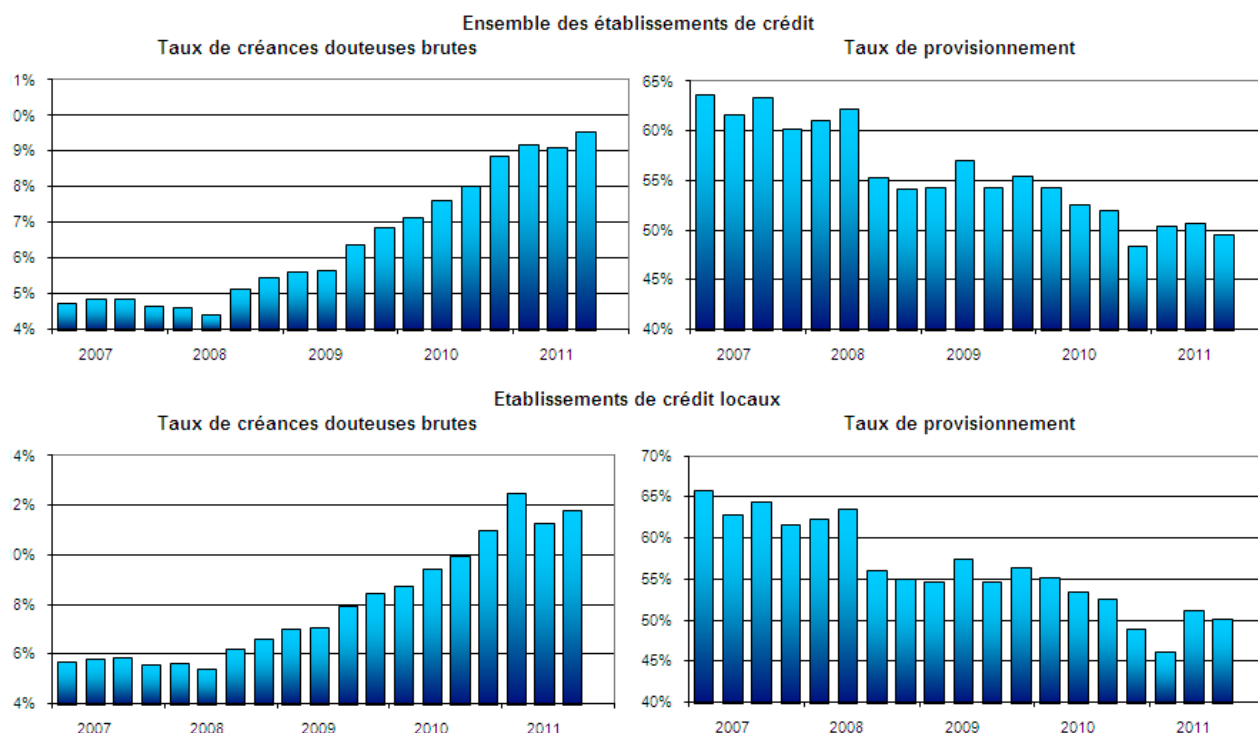
TRANSPORT



SERVICES



6. Les indicateurs de vulnérabilité



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	3e trim. 2006	3e trim. 2007	3e trim. 2008	3e trim. 2009	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	Variations	
										1 trim	1 an
En nombre	2 988 823	3 132 669	3 117 717	3 138 550	2 976 689	3 189 574	2 853 896	2 926 899	2 960 377	1,1%	-0,5%
Chèques	1 575 900	1 523 533	1 481 028	1 428 365	1 388 708	1 450 507	1 304 060	1 330 280	1 358 457	2,1%	-2,2%
Virements	375 760	423 901	447 716	480 511	488 097	556 660	456 580	471 971	483 531	2,4%	-0,9%
Effets et avis de prélèvements	366 355	455 475	438 802	459 137	337 296	359 391	365 517	358 643	352 963	-1,6%	4,6%
Opérations monétiques	617 223	679 136	704 609	723 388	735 991	794 613	696 754	738 450	739 115	0,1%	0,4%
Autres	53 585	50 624	45 562	47 149	26 597	28 403	30 985	27 555	26 311	-4,5%	-1,1%
En millions de F CFP	269 065	285 429	295 110	285 780	287 363	288 849	255 565	257 309	271 378	5,5%	-5,6%
Chèques	134 308	138 925	136 058	126 266	120 471	117 729	104 809	104 664	109 718	4,8%	-8,9%
Virements	111 520	123 644	135 303	135 590	144 251	147 818	128 867	130 922	139 884	6,8%	-3,0%
Effets et avis de prélèvements	13 554	14 408	15 056	15 629	14 540	14 555	14 297	13 790	13 787	0,0%	-5,2%
Opérations monétiques	6 975	6 470	6 566	6 626	6 623	7 275	6 109	6 530	6 619	1,4%	-0,1%
Autres	2 708	1 982	2 126	1 670	1 479	1 472	1 483	1 403	1 369	-2,4%	-7,4%

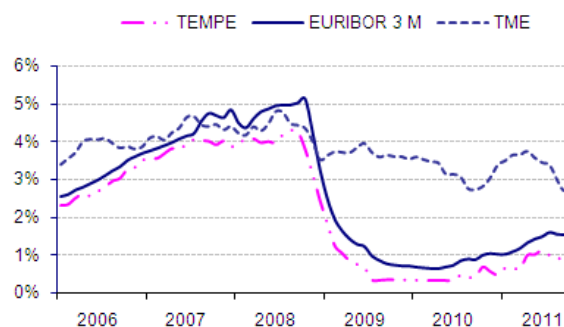
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

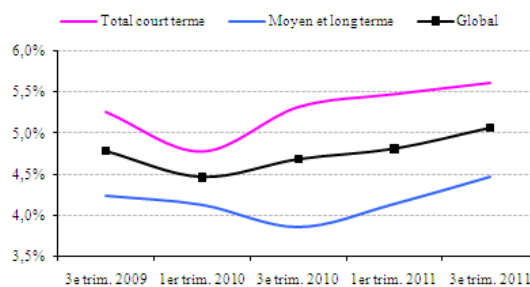
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%

8.2 Les principaux taux de marché



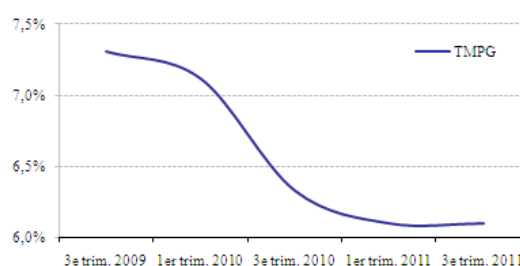
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	Variation annuelle
Total court terme	5,26%	4,77%	5,32%	5,48%	5,62%	30 pb
Moyen et long terme	4,23%	4,12%	3,85%	4,13%	4,46%	61 pb
Global	4,78%	4,46%	4,68%	4,81%	5,07%	39 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,54%	5,23%	4,97%	4,75%	4,80%	-17 pb
Prêts immobiliers	5,65%	-	5,30%	4,05%	-	-
Prêts personnels <181920 FC FP	12,68%	13,29%	12,49%	13,39%	9,25%	-324 pb
Découverts	9,64%	9,25%	8,55%	8,79%	8,34%	-21 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,78%	8,08%	6,88%	6,60%	6,07%	-81 pb
TMPG	7,31%	7,12%	6,33%	6,10%	6,10%	-23 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Les articles 1^{er} et 61 de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) ont modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Dans les collectivités du Pacifique, les catégories d'opérations concernées sont, à compter du 1^{er} mai 2011, définies à raison du montant des prêts. L'arrêté du 22 mars 2011 fixe les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure : montant inférieur ou égal à 357 995 F CFP, montant supérieur ou égal à 357 995 F CFP et inférieur ou égal à 715 990 F CFP, montant supérieur à 715 990 F CFP.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	5,60%	5,51%	5,61%	5,97%	6,23%
- Prêts à taux variable	5,05%	4,96%	5,01%	5,33%	5,61%
- Prêts relais	6,27%	5,88%	5,99%	6,07%	6,28%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181 862 XPF	-	-	-	21,41%	21,03%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	-	-	-	19,37%	19,27%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	-	-	-	11,22%	12,76%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	-	-	-	18,61%	18,16%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	-	-	-	10,46%	11,65%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 715 990 XPF	-	-	-	17,49%	16,62%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 715 990 XPF	-	-	-	9,34%	10,10%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,05%	8,01%	9,12%	9,13%	9,61%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,09%	4,97%	5,01%	5,29%	5,52%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,79%	5,65%	5,77%	6,08%	6,36%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,60%	5,63%	5,65%	6,00%	6,36%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011
Découverts en compte	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 15 décembre 2011
Dépôt légal : 15 décembre 2011 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03